

Sommet des think tanks d'Afrique 2021



RAPPORT

Transformation numérique dans
l'Afrique post-COVID-19 :
Opportunités, défis et options
pour reconstruire en mieux



THE AFRICAN CAPACITY
BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITES EN AFRIQUE

Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités



LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES

ACBF	Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique
Afreximbank	Banque africaine d'import-export
ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine
IA	Intelligence artificielle
UA	Union africaine
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine - Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
MIE	Mécanisme pour l'interconnexion en Europe
CERAPE	Centre de recherche sur les analyses et les politiques économiques
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et australe
CSEA	Centre pour l'étude des économies africaines
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
EPRC	Centre de recherche sur les politiques économiques, Ouganda
FEDER	Fonds européen de développement régional
ERSF	Fonds de soutien au rétablissement d'urgence
ESRF	Fondation pour la recherche économique et sociale, Tanzanie
PIB	Produit intérieur brut
RGPD	Règlement général sur la protection des données
RNB	Revenu national brut
ICC-NDRC	Centre de coopération internationale de la Commission nationale pour le développement et la réforme
TIC	Technologies de l'information et des communications
AIE	Institut des affaires économiques
IdO	Internet des objets
BIsD	Banque islamique de développement
UIT	Union internationale des télécommunications
KIPPRA	Institut kenyan pour la recherche et l'analyse des politiques publiques, Nairobi
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques, Paris
PRIDA	Initiative politique et réglementaire pour l'Afrique numérique
R&D	Recherche et développement
MRR	Mécanisme de redressement et de résilience
SAIIA	Institut sud-africain des affaires internationales, Johannesburg
ONU	Nations Unies
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
SJE	Services Jeunes et Entreprises
ZEPARU	Unité d'analyse et de recherche sur la politique économique du Zimbabwe, Harare

TABLE DES MATIÈRES

1. PRÉAMBULE	4
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS	4
3. FORMAT	7
4. SESSION D'OUVERTURE	8
5. SESSIONS TECHNIQUES	15
5.1. Comprendre la transformation numérique : État, implications et potentiel pour mieux reconstruire l'Afrique	15
5.2. Initiatives pour favoriser la transformation numérique en Afrique : Partage d'expériences aux niveaux continental, régional et national	20
5.3. Identifier les bonnes politiques et renforcer les capacités et les compétences essentielles nécessaires à la transformation numérique en Afrique	21
5.4. Transformation numérique et santé publique : Recherche récente sur les questions de lutte antitabac en Afrique	29
5.5. Rôle des groupes de réflexion dans la promotion de la transformation numérique en Afrique et dans l'amélioration de leur durabilité	35
5.6. Établir des partenariats et des mécanismes de coordination pour soutenir la transformation numérique en Afrique	40
5.7. Session des jeunes groupes de réflexion	43
6. SESSION DE CLÔTURE	47
7. CONCLUSION	51
ANNEXES	53
Annexe 1. Ordre du jour du Sommet des groupes de réflexion africains de 2021	53
Annexe 2. Liste des participants	57

1. PRÉAMBULE

Ces dernières années, l'Afrique a connu une augmentation du nombre et de la qualité des groupes de réflexion, qui jouent un rôle important dans l'élaboration des politiques de développement durable du continent. Depuis sa création en 1991, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), l'agence spécialisée de l'Union africaine pour le renforcement des capacités, a fait ses preuves dans le développement et le soutien de ces groupes de réflexion à travers l'Afrique, dont la majorité se classe désormais parmi les meilleurs en Afrique.

L'ACBF, par l'intermédiaire du Réseau de groupes de réflexion africains (ATTN), collabore avec ses principaux partenaires pour organiser chaque année le Sommet des groupes de réflexion africains sur un thème d'actualité afin de fournir une plateforme aux groupes de réflexion africains et aux autres parties prenantes clés pour s'engager dans une délibération de haut niveau sur les moyens les plus efficaces de relever les défis de capacité des États membres dans le but d'améliorer la préparation des pays et d'accélérer la mise en œuvre des politiques sur le continent.

Le Sommet des groupes de réflexion africains - qui a débuté en 2014 avec 50 participants lors du Sommet inaugural en Afrique du Sud - est devenu un événement annuel de haut niveau et très fréquenté, où les groupes de réflexion africains partagent leurs connaissances et expériences sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, autour des questions de développement essentielles auxquelles le continent est confronté.

Le Sommet des groupes de réflexion africains est devenu une plateforme unique pour la communauté des groupes de réflexion et une plateforme importante pour le partage des connaissances et des bonnes pratiques, tout en définissant des solutions pour s'assurer que les groupes de réflexion africains jouent leur rôle dans le soutien à la transformation socio-économique du continent. En outre, les sommets précédents ont permis de renforcer les capacités et de rassembler les groupes de réflexion pour formuler des recommandations politiques sur des questions liées à l'industrialisation en Afrique, au chômage des jeunes, à la mise en œuvre de la ZLECAf et aux partenariats pour la durabilité des groupes de réflexion eux-mêmes.

La huitième Session du Sommet des groupes de réflexion africains a été convoquée et s'est tenue en ligne les 9 et 10 décembre 2021 sous le thème « **Transformation numérique en Afrique après**

2. CONTEXTE ET OBJECTIFS¹

L'épidémie de la Covid-19 a obligé la plupart des pays, des institutions et des entreprises à se tourner vers des plateformes en ligne, accélérant une transformation numérique en cours depuis des décennies, notamment en Afrique, et démontrant la valeur de la numérisation. Les perturbations de l'ensemble des activités économiques causées par la pandémie ont démontré au-delà de tout doute que la numérisation

1. Cette section s'inspire largement de la note conceptuelle du sommet.

est devenue plus essentielle qu'auparavant pour l'Afrique, en particulier.

La transformation numérique, connue comme l'utilisation des technologies numériques, des données et de l'interconnexion pour modifier les activités existantes ou en créer de nouvelles, pourrait changer la donne pour les pays africains étant donné son potentiel pour favoriser la croissance économique et l'industrialisation et améliorer la vie des gens.

Bien qu'elles soient au centre de la transformation économique, les données de l'Association des systèmes mondiaux de communications mobiles (GSMA Intelligence) montrent que l'Afrique est à la traîne par rapport aux autres régions (développées et en développement) dans les domaines de la transformation numérique. Par exemple, le pourcentage de la population desservie par les réseaux 3G et 4G en 2020 est respectivement de 76 % et 58 % en Afrique, de 94 % et 84 % en Asie, et de 93 % et 83 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. Si la fracture numérique mondiale reste importante, l'écart entre l'Afrique et le reste du monde se réduit rapidement, ce qui témoigne des efforts déployés par le continent pour rattraper les autres continents. Par exemple, la pénétration de l'internet en Afrique a été multipliée par dix depuis le début des années 2000, alors qu'elle a été multipliée par trois dans le reste du monde. La prolifération des technologies mobiles a été particulièrement prononcée en Afrique, qui compte le plus grand nombre de comptes au monde (300 millions). Les données montrent qu'il existe plus de 500 entreprises Fintech africaines et plus de 640 centres technologiques actifs sur le continent.

En dépit des nombreux progrès enregistrés en Afrique, certains défis de longue date expliquent les performances relativement faibles du continent en matière de transformation numérique par rapport aux autres régions, notamment, les suivants :

- Le coût limité et élevé de la connectivité et des appareils et les coûts opérationnels qui compromettent l'innovation et le passage à l'échelle des services numériques ;
- Le manque de compétences et d'expertise numériques pertinentes, qui limite la capacité des parties prenantes locales à favoriser l'adoption et le renforcement des services numériques ;
- Les ressources limitées pour continuer à renforcer les capacités de toutes les parties prenantes du secteur des TIC ;
- L'incapacité à adopter des politiques et stratégies appropriées et coordonnées aux niveaux national, régional et continental qui entravent le programme de transformation numérique de l'Afrique.

Si la faiblesse des capacités humaines et institutionnelles est un problème transversal, les consultations menées par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) ont révélé que : (i) la capacité à mettre en œuvre les politiques de transformation numérique ; et (ii) la capacité à mobiliser des ressources adéquates pour financer la transformation numérique fait partie des questions les plus importantes et les plus prioritaires pour les pays africains.

Les rapports de l'ACBF sur les capacités en Afrique ont toujours montré que malgré un environnement politique favorable au renforcement des capacités, la capacité à mettre en œuvre les politiques reste un défi majeur pour les pays africains. Le problème de la lenteur ou de l'absence de progrès de l'Afrique dans la mise en œuvre des politiques n'est pas que l'Afrique ne sait pas « quoi » faire, mais plutôt qu'elle ne sait pas « comment » le faire et qu'elle n'a pas les capacités pour le faire. Les preuves suggèrent que les obstacles à la mise en œuvre des politiques comprennent l'absence de cadres de suivi et d'évaluation adéquats, les compétences limitées requises pour la mise en œuvre, le manque de financement et de ressources pour soutenir l'exécution, le manque de contenu politique clair, la culture et la structure organisationnelles, et les changements de priorités politiques. Compte tenu des défis auxquels sont confrontés les pays africains pour favoriser la transformation numérique et de toutes les questions soulevées autour de la mise en œuvre réussie des politiques et des stratégies, les plusieurs centaines de groupes de réflexion en Afrique peuvent et devraient jouer un rôle essentiel en tant qu'organisations conçues pour et capables de penser et de réfléchir à long terme pour aborder les problèmes. Les groupes de réflexion, compte tenu de leur rôle dans la recherche sur les politiques, la fourniture de conseils, le renforcement des capacités et la promotion du changement, peuvent contribuer à favoriser la transformation numérique en Afrique.

C'est dans ce contexte que l'ACBF, par le biais de Réseau de groupes de réflexion africains (ATTN), a organisé conjointement avec ses partenaires la huitième Session du Sommet des groupes de réflexion africains en 2021.

Le principal objectif du huitième Sommet des groupes de réflexion africains était d'explorer les modalités de politique et de mise en œuvre qui sont essentielles pour tirer parti de la numérisation afin de redresser les économies africaines après la pandémie de la Covid-19. Les groupes de réflexion et les autres parties prenantes, y compris les décideurs politiques et les praticiens du développement, ont échangé des idées et des expériences et ont élaboré des recommandations applicables sur ce qui fonctionne et ce qui devrait changer dans l'approche africaine de la numérisation. Les délégués ont notamment discuté des capacités nécessaires pour accélérer la mise en œuvre de la Stratégie de transformation numérique de l'Afrique (2020-2030) élaborée par l'Union africaine et de la manière dont elle se traduit par la mise en œuvre de politiques et d'actions de transformation numérique solides aux niveaux régional et national. Plus précisément, le huitième Sommet des groupes de réflexion africains a permis à tous les participants de :

- Examiner l'état de la transformation numérique et ses potentialités et implications pour l'Afrique à la lumière de la Covid-19 ;
- Présenter les diverses initiatives et le dosage politique approprié pour la transformation numérique en Afrique ;
- Partager les expériences africaines autour des expériences et interventions continentales, régionales et nationales visant à favoriser la transformation numérique ;
- Identifier et examiner les principaux défis en matière de capacités et les déficits de compé-

tences techniques critiques auxquels sont confrontés les pays, les institutions et les acteurs clés et déterminer les moyens les plus efficaces de relever ces défis en matière de capacités institutionnelles et humaines qui entravent l'adoption et l'utilisation des solutions numériques ;

- Discuter du rôle des groupes de réflexion dans la promotion de la transformation numérique en Afrique et dans l'amélioration de leur durabilité ; et
- Proposer des interventions de renforcement des capacités, des partenariats et des mécanismes de coordination qui amélioreront les efforts pour faire avancer le programme de transformation numérique en Afrique.

3. FORMAT

L'événement de deux jours était modéré par Mme Druscilla Mokosso Joki, Grand reporter, CRTV (Cameroun) et M. Vincent de Paul Atangana, chef de service, CRTV (Cameroun). L'événement s'est déroulé en ligne avec des services d'interprétation simultanée en anglais et en français.

Les groupes de réflexion les plus influents et les plus innovants d'Afrique se sont réunis pour discuter des problèmes contemporains auxquels ils sont confrontés en matière de transformation numérique en Afrique. Outre les sessions d'ouverture et de clôture, le Sommet s'est déroulé sous forme de table ronde avec des panels destinés à encadrer les questions clés et à fournir des questions constructives et provocantes pour stimuler la discussion qui a suivi chaque session.

Les discussions techniques du Sommet ont été organisées en six sessions principales et une session spéciale comme suit :

Session 1 : Comprendre la transformation numérique : état, implications et potentiel pour mieux reconstruire l'Afrique ;

Session 2 : Initiatives pour favoriser la transformation numérique en Afrique : partage d'expériences aux niveaux continental, régional et national ;

Session 3 : Identifier les bonnes politiques et renforcer les capacités et les compétences critiques nécessaires à la transformation numérique en Afrique ;

Session 4 : Transformation numérique et santé publique : recherches récentes sur les questions de lutte antitabac en Afrique ;

Session 5 : Rôle des groupes de réflexion dans la promotion de la transformation numérique en

Session 6 : Établir des partenariats et des mécanismes de coordination pour soutenir la transformation numérique en Afrique ; et

Session spéciale : Session des jeunes groupes de réflexion

Au cours de ces sept (7) sessions, 31 panélistes ont présenté des exposés perspicaces suivis d'interactions avec les participants. À partir des discours introductifs, du discours principal, des exposés des panélistes et des contributions des participants, plusieurs observations significatives et des recommandations réalisables ont été formulées en vue de faciliter le chemin de la transformation numérique post-Covid-19 en Afrique pour maximiser les opportunités, surmonter les défis et optimiser les options pour mieux reconstruire.

Le Sommet des groupes de réflexion africains de 2021 a également été une excellente occasion d'explorer comment les groupes de réflexion peuvent mettre en œuvre les stratégies développées lors des sommets précédents pour renforcer les capacités, accroître l'impact et assurer la viabilité à long terme des groupes de réflexion dans la région. L'ACBF a récemment mené des réflexions sur la question de rendre les groupes de réflexion « aptes à remplir leur mission », en termes de qualité, de dynamisme, de pertinence et de durabilité.

4. SESSION D'OUVERTURE

La session d'ouverture du Sommet des groupes de réflexion africains de 2021 a commencé par des discours introductifs du **Dr Yeo Dossina**, Directeur par intérim pour le développement économique, l'intégration régionale et le commerce à la Commission de l'Union africaine. Il a exprimé sa sincère gratitude à l'ACBF pour l'invitation faite à la Commission de l'Union africaine de participer au Sommet et a noté que cette huitième Session du Sommet des groupes de réflexion africains arrive à un moment très critique où l'Afrique subit plusieurs chocs socio-économiques. En effet, la Covid-19 a causé plusieurs décès en Afrique, fait retomber environ 40 millions de personnes dans l'extrême pauvreté et détruit des millions d'emplois. L'Afrique est entrée dans sa première récession après deux décennies, une baisse significative des recettes fiscales, des envois de fonds des migrants, des IDE et de l'APD et une augmentation significative de la dette extérieure et du déficit budgétaire en raison de l'augmentation des dépenses budgétaires pour faire face à la pandémie.

L'orateur a ajouté que la transformation numérique en Afrique reste un élément clé pour « mieux reconstruire ». Les technologies numériques ont accéléré le développement de l'économie numérique et également réduit l'impact de la pandémie, certaines transactions ayant dû être conclues en ligne. La connectivité numérique s'est également considérablement améliorée, ce qui a permis aux personnes, aux organisations, aux machines et aux pays d'être davantage connectés.

Avec l'essor de l'économie numérique, même les frontières nationales s'estompent et les biens et services circulent d'un pays à l'autre avec moins de friction. Cela a créé des marchés mondiaux et régionaux plus connectés que jamais. En Afrique, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) devrait être accélérée par les technologies numériques et la création d'une économie numérique où les biens et services sont échangés de manière transparente entre les pays africains.

Toutefois, l'économie numérique africaine se heurte à l'absence et à l'inadéquation des catalyseurs numériques tels que l'infrastructure à large bande, la cybersécurité, l'informatique en nuage et l'infrastructure, ainsi que les solutions d'intelligence telles que le Big Data et l'intelligence artificielle. Ces défis ont entraîné une adoption considérablement faible des produits numériques en Afrique. Ceci est encore accentué par l'inadéquation de l'écosystème numérique où il y a un manque ou des structures limitées de soutien à l'économie numérique qui peuvent bénéficier aux entrepreneurs numériques, aux consommateurs, aux décideurs politiques, ainsi qu'aux régulateurs. Ces structures de soutien peuvent inclure, sans s'y limiter, des cadres adéquats de protection des consommateurs, des cadres de gouvernance des données, des programmes de renforcement des capacités en matière de compétences numériques, ainsi que des programmes de soutien et de financement des entrepreneurs numériques.

Si la pandémie a porté un coup dur à de nombreuses économies, elle a aussi été une bénédiction déguisée qui a permis de réaliser l'impact que la transformation numérique peut avoir sur le continent. Un rapport de Google et de la Société financière internationale indique que l'économie numérique africaine peut contribuer à hauteur de 180 milliards de dollars au PIB du continent d'ici à 2025 et que ce chiffre devrait dépasser 700 milliards de dollars d'ici à 2050. Avec cet énorme potentiel et ce marché que possède le continent, il est important de soutenir la transformation numérique en Afrique.

La Commission de l'Union africaine a élaboré plusieurs stratégies à cet égard, notamment la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique, la Stratégie de commerce électronique de l'UA et la Stratégie financière numérique de l'UA. Un des points communs à ces stratégies de l'UA est l'importance du renforcement des capacités dans le développement d'une économie numérique robuste, étant donné le manque général de connaissances dans le domaine des politiques et des réglementations relatives à l'économie numérique. À cet égard, un effort concerté est nécessaire pour améliorer les connaissances et les capacités des décideurs, des régulateurs et des négociateurs africains. Le Dr Yeo Dossina a conclu son intervention en prenant note du fossé entre les zones rurales et urbaines, et entre les hommes et les femmes qui existe dans l'économie numérique africaine, et de la nécessité pour les politiques et stratégies de numérisation d'être inclusives.

Le professeur Kevin Chika Urama, économiste en chef par intérim et vice-président du complexe de gouvernance économique et de gestion du savoir, directeur principal de l'Institut africain de développement, BAD, était représenté par le **Dr Eric Ogunleye**, conseiller de l'économiste en chef et vice-président de la Banque africaine de développement. Le Dr Ogunleye a commencé son exposé en soulignant les impératifs de l'Agenda de transformation numérique en Afrique en notant que les écoles, les institutions de santé et les centres d'apprentissage en ligne fonctionnent désormais

sur des plateformes numériques. En d'autres termes, l'Afrique connaît de plus en plus une transition numérique. Il a toutefois regretté que l'accès aux plateformes numériques en Afrique limite le continent et ses habitants de plusieurs manières importantes, notamment en ce qui concerne la télémédecine, etc. Par exemple, on estime que 900 millions de personnes en Afrique ne sont pas connectées à l'internet.

Il a en outre indiqué que la numérisation revêt une importance croissante dans le système mondial, le partage des services fournis par voie numérique étant passé de 1,2 milliard de dollars en 2005 à 2,9 milliards de dollars en 2018. Et si l'on se concentre sur les seuls services TIC, ils sont passés de 175 millions de dollars en 2005 à 568 millions de dollars en 2018. En fait, on estime que d'ici 2022, c'est-à-dire l'année prochaine, 60 % du PIB mondial sera numérisé. C'est dire à quel point le rythme est soutenu et nous en avons déjà la preuve : internet des objets (IoT), haut débit mobile 5G, technologie de la chaîne de blocs, intelligence artificielle, trafic mondial du protocole internet mobile. Tout cela indique que c'est la tendance.

Il s'est dit fermement convaincu que quelque chose devrait être fait pour assurer l'inclusion dans la participation et la transformation des plateformes numériques en Afrique. Il a noté que l'Afrique a tout ce qu'il faut pour être un leader dans la transition vers le processus et la transformation numériques, et le système mondial. Il a également noté que malgré les nombreuses opportunités, il existe des défis importants qui ne peuvent être négligés, notamment : (i) les dépenses brutes en recherche et développement qui restent très faibles en Afrique. Dans les pays à revenu élevé, les dépenses brutes en recherche et développement ont toujours été supérieures à 2 % depuis 2000, mais en Afrique, elles ont toujours été inférieures à 0,4 % jusqu'en 2004, date à laquelle elles ont légèrement augmenté pour atteindre 0,42 %, puis 0,61 % en 2016. Un continent qui ne dépense pas dans la recherche et le développement aurait du mal à être capable de développer un système numérique et à être un leader dans le système mondial. (ii) Les investissements dans les groupes de réflexion africains sont également faibles ; sur les quelque 2 000 milliards de dollars dépensés pour la recherche et le développement, seul 0,8 % environ revient à l'Afrique si l'on se réfère à l'année 2018.

Il a souligné la nécessité de s'attaquer de toute urgence à ces défis de front et a recommandé les mesures suivantes : (i) des investissements ciblés et importants dans la numérisation et la technologie numérique, qui, selon lui, pourraient grandement contribuer à colmater les brèches du système de gestion des finances publiques. Le processus de compte unique du Trésor, le système fiscal, la perception des impôts et même les dépenses pourraient être numérisés pour améliorer la transparence et la responsabilité ; (ii) améliorer le système de valeur ajoutée dans l'agriculture ; et (iii) améliorer la numérisation urgente du système de santé afin que la distance sociale et le verrouillage puissent être remplacés par des moyens numériques de fourniture de soins de santé par le biais de la télémédecine, de la santé en ligne, etc.

Dans son discours, **Mme Cristina Duarte**, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et conseillère spéciale pour l'Afrique, Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique, Nations Unies, a indiqué que le thème du Sommet ne pouvait pas être plus opportun. La Covid-19 a davantage fait com-

prendre le rôle que la numérisation peut jouer pour accroître la résilience de nos pays face aux crises systémiques.

Mme Duarte a souligné le fait que la numérisation n'est malheureusement pas encore une réalité en Afrique, puisque le continent abrite actuellement 21 des 25 pays les moins connectés au monde, moins d'un tiers de sa population ayant accès à une connectivité à large bande. Alors que la moitié du monde s'est tournée vers les nouvelles technologies pour surmonter le défi de la fermeture des écoles, en Afrique, 32 millions d'enfants ont abandonné l'école en Afrique de l'Est et australe au cours de l'année 2021 en raison de la fermeture des écoles. Cela signifie que 40 % de tous les enfants en âge d'être scolarisés dans ces deux sous-régions n'ont pas été scolarisés, ce qui a eu un impact dévastateur sur le développement du capital humain. Elle prévient que si les pays africains ne prennent pas de mesures décisives pour changer cette réalité, la révolution numérique deviendra une nouvelle fracture.

Elle a noté, avec optimisme, que bien que la pandémie ait mis en évidence les défis de la fracture numérique en Afrique, elle sert également d'accélérateur pour le développement et la diffusion des technologies émergentes sur le continent, ce qui conduit à des innovations remarquables. Par exemple, selon une étude de l'OMS, 13 % de toutes les technologies de santé, nouvelles ou modifiées, développées pour répondre à la Covid-19 sont africaines, notamment les applications de suivi de la Covid-19, les stations de lavage des mains alimentées par l'énergie solaire et les drones zipline du secteur privé pour délivrer les tests de Covid. Un récent rapport conjoint de Google et de la Société financière internationale (SFI) estime que l'économie de l'internet en Afrique pourrait contribuer à hauteur de 180 milliards de dollars au PIB du continent d'ici 2025 et de 712 milliards de dollars d'ici 2050. À cet égard, la promotion de la transformation numérique et la réduction de la fracture numérique sont essentielles pour pérenniser les gains de développement durement acquis et promouvoir une croissance inclusive et un développement durable qui s'appuient sur la transformation économique structurelle et l'intégration régionale.

Mme Duarte a énuméré plusieurs utilisations potentielles de la numérisation en Afrique, qui sont essentielles pour renforcer les institutions publiques. Elle a indiqué que les nouvelles technologies ont aidé les gouvernements africains à améliorer l'efficacité des processus et la prestation de services, ainsi qu'à renforcer l'engagement auprès de leurs citoyens. En outre, les technologies numériques peuvent également s'avérer utiles dans la prévention et la détection de la fraude et de la corruption. En outre, l'adoption d'outils numériques pourrait permettre d'augmenter la collecte des impôts indirects à la frontière jusqu'à 2 % du PIB par an, et d'accroître la résilience des petits exploitants agricoles qui devraient lutter contre les effets du changement climatique et d'autres vulnérabilités.

Elle a noté que deux aspects cruciaux devraient être pris en compte afin de créer un environnement politique qui tire le meilleur parti de la numérisation. Premièrement, pour promouvoir une reprise durable et largement partagée, il faut mobiliser toutes les sources de financement, car la pandémie a exacerbé les fragilités et limité davantage l'espace budgétaire. La Banque mondiale, par exemple, estime que la réalisation d'un accès universel, abordable et de bonne qualité à l'inter-

net sur le continent d'ici 2030 nécessitera un investissement de 100 milliards de dollars. En outre, l'infrastructure numérique de l'Afrique nécessite également le soutien politique, le renforcement des compétences numériques et des investissements dans l'infrastructure internet, car il s'agit de facteurs clés pour la productivité et la croissance économique durable.

Deuxièmement, les technologies qui s'accroissent rapidement, notamment l'intelligence artificielle, constitueront une part importante de l'avenir numérique, avec la capacité de révolutionner des secteurs tels que l'agriculture, les soins de santé, etc. Il est urgent de veiller à ce que les gouvernements africains puissent identifier et comprendre ces opportunités technologiques émergentes et les aider à établir des voies pour réaliser leurs objectifs et prévenir les lacunes de demain en matière de technologies avancées.

Elle a conclu que, dans ce contexte, on ne saurait trop insister sur le rôle des groupes de réflexion et du monde universitaire. Ils ont un rôle central à jouer pour sensibiliser les décideurs politiques aux défis et aux opportunités de la numérisation et pour faire en sorte que les pays africains tirent parti de la transformation numérique pour aller de l'avant et construire mieux.

Dans son discours, **le professeur Emmanuel Nnadozie**, Secrétaire exécutif de l'ACBF, a souhaité la bienvenue aux participants et a exprimé sa sincère gratitude aux partenaires de l'ACBF qui ont contribué au succès de la tenue de chaque sommet organisé depuis 2014, notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), la Commission de l'Union africaine, l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), le Centre de développement de l'Organisation de coopération économique (OCDE-Dev), le Centre de coopération internationale de la Commission nationale chinoise pour le développement et la réforme (ICC-NDRC), la Banque islamique de développement (BIsD), On Think-Tank (OTT), la Southern Voice, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique des Nations unies (UNOSAA),

Il a noté que le Sommet n'aurait pas pu être organisé à un moment plus opportun, car la pandémie de la Covid-19 a accéléré l'arrivée de l'avenir en Afrique, les services numériques étant essentiels pour le verrouillage et le travail à domicile, ce qui a entraîné une forte augmentation du trafic de données. Surfant sur la calamité de la Covid-19, les jeunes Africains ont transformé la crise en une opportunité pour trouver des solutions numériques innovantes aux défis posés par la pandémie comme l'application mSafari de recherche des contacts pour les voyageurs, créée par FabLab au Kenya, l'application Wiqaytna créée au Maroc pour avertir les gens lorsqu'une personne avec laquelle ils ont été en contact est positive à la Covid-19, et Global Mamas au Ghana, qui produit des masques réutilisables et des stations de lavage des mains sans contact fonctionnant à l'énergie solaire en utilisant des matériaux locaux.

Le professeur Nnadozie a toutefois noté que malgré les progrès réalisés et le dynamisme observé en Afrique, le continent est à la traîne par rapport aux autres régions dans les domaines de la trans-

formation numérique. Par exemple, le pourcentage de la population couverte par les réseaux 3G et 4G en 2020 est respectivement de 76 % et 58 % en Afrique, de 94 % et 84 % en Asie, et de 93 % et 83 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. C'est donc un moment opportun pour discuter et apporter des solutions aux principaux défis auxquels l'Afrique est confrontée pour faire avancer son programme de transformation numérique.

Il a noté que les cinq dernières années ont vu l'émergence de plusieurs changements transformateurs en Afrique, avec des implications énormes dans l'Agenda numérique. Les principales initiatives sont les suivantes : (i) l'établissement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui vise à créer un marché unique générant un PIB combiné de plus de 3 400 milliards de dollars et bénéficiant à plus d'un milliard de personnes ; (ii) le lancement de la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) par l'Union africaine, qui vise à exploiter les technologies numériques et l'innovation pour transformer les sociétés et les économies africaines ; (iii) la création d'un nouveau Centre pour la quatrième révolution industrielle (C4IR) en Afrique du Sud, afin de favoriser le dialogue et la coopération sur les défis et les opportunités présentés par les technologies avancées. Ces initiatives, si elles sont mises en œuvre avec succès, pourraient changer la donne et galvaniser les résultats de la révolution numérique en Afrique.

Il a également indiqué qu'en examinant les preuves et en utilisant l'exemple de l'économie mobile, le rapport du Système mondial de communications mobiles (GSMA) montre que les technologies et services mobiles ont contribué à plus de 130 milliards de dollars de valeur économique ajoutée. Le rapport indique que 300 000 personnes ont un emploi formel dans les télécommunications mobiles en Afrique subsaharienne, et que le secteur soutient 1,1 million d'autres moyens de subsistance dans le secteur informel et 1,8 million d'autres emplois. En outre, on estime que les recettes fiscales se sont élevées à 15 milliards de dollars par le biais des taxes à la consommation et à 5 milliards de dollars par le biais des taxes sur les sociétés et l'emploi.

Le professeur Nnadozie a noté que malgré ces bons exemples, certains défis subsistent. Par exemple, les données de l'étude sur la dynamique du développement en Afrique menée en 2021 montrent que seuls 17 % des travailleurs indépendants vivant dans les zones rurales utilisent l'internet, contre 44 % pour ceux des zones urbaines. En outre, l'innovation numérique se concentre dans très peu d'endroits, puisque seules cinq villes africaines accueillent la moitié des start-ups les plus dynamiques : Le Cap (12,5 %), Lagos (10,3 %), Johannesburg (10,1 %), Nairobi (8,8 %) et Le Caire (6,9 %).

Il a mis en évidence les raisons des faibles performances du continent dans la transformation numérique, qui s'expliquent en grande partie par des défis structurels et de longue date, dont les principaux sont les suivants :

- L'incapacité à adopter des politiques et des stratégies appropriées et coordonnées aux niveaux national, régional et continental ;
- Les faibles capacités institutionnelles et réglementaires, compliquées par la variété des ac-

teurs et des nouvelles institutions le long des chaînes d'approvisionnement et au-delà des frontières ;

- Le manque de compétences et d'expertise numériques adéquates qui limitent la capacité des acteurs locaux à conduire l'adoption et le renforcement des services numériques ; et
- Les ressources limitées pour continuer à renforcer les capacités de toutes les parties prenantes du secteur des TIC.

Il a ensuite indiqué que les pays africains devraient s'attaquer au déficit de capacité qui alimente la fracture numérique. Si ce chaînon manquant autour de la capacité n'est pas rompu, il sera difficile de tirer parti des potentialités offertes par la transformation numérique et d'intensifier la numérisation pour débloquer la transformation structurelle de l'Afrique.

Il a également invité les participants à partager de manière proactive leurs idées et leurs expériences et à élaborer des recommandations applicables sur ce qui fonctionne et ce qui devrait changer dans l'approche africaine de la numérisation. Les délibérations devraient notamment porter sur les capacités nécessaires pour accélérer la mise en œuvre de la Stratégie de transformation numérique de l'Afrique (2020-2030) élaborée par l'Union africaine et sur la manière dont elle se traduit par la mise en œuvre de politiques et d'actions solides en matière de transformation numérique aux niveaux régional et national.

Mme Souhila Amazouz, chef de projet pour l'initiative de l'Union africaine dans le domaine des politiques et réglementations pour l'Afrique numérique (PRIDA) et responsable principale des politiques, division de la société de l'information, à la Commission de l'Union africaine, a prononcé le discours principal au nom du département des infrastructures et de l'énergie, le département chargé des TIC et du portefeuille numérique à la Commission de l'Union africaine.

Elle a félicité l'ACBF d'avoir organisé cet événement et d'avoir choisi la transformation numérique comme thème central de cette édition du Sommet. En effet, la crise mondiale de la Covid-19 a accéléré la transformation numérique de manière inédite. Elle a noté que nous avons assisté à une demande accrue de connectivité à large bande pour mener à bien nos activités personnelles et professionnelles. Nous nous sommes appuyés sur les technologies numériques pour assurer la continuité des activités pendant le blocage et sur les solutions numériques pour contrer la vitesse de la maladie et sauver des vies. Dans le même temps, cette pandémie a révélé certaines de nos faiblesses et vulnérabilités des systèmes numériques et le besoin urgent pour l'Afrique de combler les fossés numériques qui existent entre les pays et également au sein des pays. En plus de l'écart entre hommes et femmes, on observe également un fossé numérique entre les hommes et les femmes, car la plupart des femmes en Afrique n'ont pas accès et sont à peine impliquées dans les domaines liés à la technologie. À cet égard, et en réponse à la crise de la Covid-19, le Bureau du Comité technique spécialisé sur les TIC et les télécommunications de l'Union africaine a tenu une session extraordinaire en 2020 où les ministres responsables des TIC ont examiné les mesures et actions appropriées pour soutenir la réponse continentale à la pandémie et parmi les priorités se

comptait celle d'assurer un accès abordable, significatif et sécurisé aux réseaux et services numériques principalement pour les secteurs de la santé et de l'éducation, car nous avons vu que de nombreuses écoles et de nombreux hôpitaux ont continué à fonctionner grâce aux technologies numériques.

Elle a noté que l'Afrique embrasse son avenir numérique, ce qui se reflète et se concrétise par différentes initiatives et politiques tant au niveau national, régional que continental. La Commission de l'Union africaine a élaboré une stratégie continentale qui a été approuvée par le Conseil exécutif de l'UA en 2020 et connue sous le nom de « *Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique* ». La suite de l'exposé de Mme Amazour a été consacrée à l'évaluation de cette stratégie. Elle a indiqué que la Stratégie vise à réaliser une économie et une société numériques intégrées, prospères et inclusives et qu'elle guidera l'Agenda numérique commun et coordonné pour le continent. La Stratégie renforcera les synergies, ou créera davantage de synergies entre les différentes initiatives et assurera une plus grande complémentarité entre un large éventail de partenaires de mise en œuvre et de parties prenantes.

Parmi les objectifs de la Stratégie figurent les suivants : d'ici 2030, (i) 99 % des Africains auront leur identité numérique (ID) ; (ii) chaque citoyen aura accès à une connexion internet d'au moins 6 mégaoctets par seconde ; (iii) produire des appareils numériques et les rendre abordables pour que leur coût ne dépasse pas 100 dollars ; et (iv) renforcer les capacités des citoyens africains, principalement des jeunes. Les objectifs spécifiques sont d'atteindre 100 millions de personnes par an d'ici 2021 et 300 millions d'ici 2025 en matière d'aptitudes et de compétences numériques.

Les cinq secteurs critiques qui ont été retenus comme prioritaires pour le continent africain pour la première phase principalement de 2020 à 2030, sont l'éducation, la santé, l'agriculture, la gouvernance, l'industrie, le commerce et les services financiers. La Stratégie a également identifié la gouvernance des données, la cybersécurité et le développement frontal comme des thèmes transversaux et les technologies émergentes des secteurs.

Pour conclure, elle a rappelé que la Commission de l'Union africaine accorde une attention particulière à la création d'un écosystème numérique africain et à l'harmonisation de toutes les politiques et réglementations afin de créer un environnement propice à la croissance économique, à l'innovation et à l'inclusion sociale.

5. SESSIONS TECHNIQUES

5.1. Comprendre la transformation numérique : État, implications et potentiel pour mieux reconstruire l'Afrique

Le déclenchement de la pandémie la Covid-19 a prouvé sans aucun doute que la numérisation est devenue plus importante maintenant que n'importe quel autre moment auparavant pour faciliter la transformation de l'économie africaine. Les questions et problèmes clés qui ont été examinés

dans le cadre de ce sous-thème sont les suivants :

- a) Quel est l'état de la transformation numérique en Afrique ?
- b) Quelles sont les opportunités et potentialités pour accélérer la numérisation en Afrique, à la lumière des effets de la Covid-19 sur l'économie ?
- c) Comment la Covid-19 a-t-elle affecté la mise en œuvre de la transformation numérique de l'Afrique, y compris les stratégies nationales ?
- d) Quels sont les efforts déployés et les différentes initiatives mises en place pour garantir l'utilisation de solutions numériques afin de reconstruire les économies africaines ?

La session a commencé par un discours introductif du modérateur, le **professeur Emmanuel Nnadozie**, Secrétaire exécutif de l'ACBF. Il a noté que l'objectif principal de la session était de partager des points de vue et des expériences sur l'état de la transformation numérique en Afrique en termes de situation actuelle, de situation future et de moyens de combler les lacunes observées. Il s'est dit convaincu que les groupes de réflexion réunis pourront s'acquitter des fonctions qui leur sont assignées et proposer des solutions novatrices et réalisables grâce au partage d'expériences riches et utiles.

Le Dr Anthony Coleman, économiste principal de recherche et directeur principal d'Afreximbank, a exprimé le plaisir d'Afreximbank de participer au Sommet des groupes de réflexion africains de 2021. Il a noté que le thème du Sommet était très opportun et qu'il s'alignait sur le mandat d'Afreximbank visant à combler la fracture numérique croissante. Il a souligné les nombreux avantages de la numérisation, notamment l'amélioration de la collecte des données, une meilleure gestion des ressources, une connaissance des clients basée sur les données, une meilleure expérience client, une augmentation des bénéfices pour les entreprises, une plus grande agilité et une meilleure productivité. Il a particulièrement fait référence à la façon dont le développement de plateformes numériques s'est avéré utile dans le secteur financier en termes d'argent mobile, comme en témoigne la réussite du programme d'argent mobile *M-PESA* au Kenya. Cependant, le Dr Coleman a identifié le manque d'accès à l'internet comme un défi majeur à la transformation numérique en Afrique. Il a notamment relevé l'absence de l'infrastructure numérique requise, qui est essentielle pour faciliter la circulation fluide des biens et services sur le continent en vue de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continental africain (ZLECAf).

M. Coleman a également indiqué que la banque Afreximbank met actuellement en œuvre des initiatives visant à faciliter la transformation numérique de l'Afrique. Il a notamment révélé qu'Afreximbank a créé et met actuellement en œuvre une plateforme numérique pour faire face au risque perçu de faire des affaires en Afrique - la diligence raisonnable du client pour réduire le risque ou faciliter la compréhension de l'environnement commercial africain par la contrepartie, l'intelligence du commerçant et la plateforme de réglementation. Ces initiatives sont fondées sur la nécessité d'atténuer les problèmes de liquidité liés à la multiplicité des devises et de réduire les coûts de transaction, sachant que le manque d'information est le principal obstacle aux affaires en Afrique. La plateforme fournira des informations pertinentes et opportunes pour faciliter les affaires en Afrique.

Il a conclu son exposé en déclarant que l'Afreximbank apprécie sa relation avec les groupes de réflexion et l'ACBF pour atteindre les 63 objectifs de l'Agenda 2063 pour l'Afrique.

Le professeur Alban Ahoure, directeur du CAPEC, Côte d'Ivoire, a partagé les expériences de la Côte d'Ivoire, notant qu'il existe une importante fracture numérique en Côte d'Ivoire, qui affecte la productivité de plusieurs entreprises, malgré une augmentation de 542 % de la pénétration numérique dans le pays. Cependant, il a noté que l'e-gouvernance et les services en ligne fonctionnent bien à certains égards.

Il a identifié les principaux défis qui expliquent la fracture numérique observée dans le pays, à savoir la fourniture d'électricité, les réglementations (qui n'ont pas permis une augmentation de l'infrastructure numérique et une plus grande pénétration du commerce électronique), le manque de compétences (en raison du faible investissement dans l'acquisition de compétences numériques), la prépondérance du secteur informel avec peu ou pas de soutien financier, la faiblesse de la logistique pour lutter contre la cybercriminalité et la faible interconnexion avec d'autres pays. Il a souligné la nécessité de relever tous ces défis pour faciliter la transformation numérique du pays.

M. Tunde Fafunwa, conseiller du Centre numérique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et associé Directeur général de Kitskoo Inc., a commencé son exposé en exprimant sa reconnaissance pour l'occasion qui lui était donnée de participer au Sommet des groupes de réflexion africains de 2021. Il s'est dit préoccupé par la transformation numérique en Afrique et la nécessité d'agir, le fait qu'environ 80 % des activités économiques africaines se déroulent encore dans le secteur informel. Cela présente des défis, mais aussi des opportunités, étant donné que l'Afrique compte 70 % de jeunes et que le commerce a commencé dans le cadre de la ZLECAf.

Il a noté que le taux de pénétration reste faible en dépit des progrès importants réalisés dans le domaine de la numérisation. Le taux de pénétration de l'accès à Internet n'est que de 30 % environ, en raison des problèmes d'infrastructure. Il est également d'avis qu'il reste beaucoup à faire en ce qui concerne la fibre optique, en particulier dans les zones rurales, et que le gouvernement devrait jouer un rôle de premier plan dans ce domaine. L'utilisation de la fourniture de l'infrastructure nécessaire et des avantages de l'amélioration de la pénétration numérique par le gouvernement pour fournir une aide financière ou un palliatif lors de la fermeture de la Covid-19 au Togo a été jugée instructive.

Il a également souligné la nécessité d'adopter pleinement le paiement électronique et d'encourager l'investissement privé dans le renforcement des capacités nécessaires. Il a noté qu'il était nécessaire de développer des plateformes numériques pertinentes dans tous les secteurs et dans tous les pays afin de renforcer les connaissances et les capacités pour combler la fracture numérique. La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) travaille déjà dans ce sens.

Le plus important, selon M. Fafunwa, c'est l'impératif de développer une masse critique de *travail-*

leurs numériques communautaires indigènes pour conduire et soutenir les initiatives de pénétration et d'accès au numérique au niveau communautaire.

M. Ibukun Onitiju, responsable du numérique chez Nestlé Afrique centrale et occidentale, a attiré l'attention sur la croissance du commerce électronique sur le continent. Il a reconnu les efforts déployés pour fournir une infrastructure numérique et des systèmes de paiement dans les pays africains, et la prise de conscience croissante que le gouvernement et le secteur privé devraient travailler ensemble. Certains domaines nécessitant une plus grande attention ont été identifiés, notamment l'autonomisation d'un plus grand nombre d'individus, en particulier les jeunes, afin d'améliorer leur accès et leurs compétences dans l'utilisation de la technologie numérique, la prise de mesures concrètes pour solliciter le soutien et la coopération des établissements d'enseignement afin d'aider à développer le bon ensemble de compétences pour combler le fossé numérique persistant au sein de la population en raison du manque de compétences numériques.

Il a souligné certaines interventions de Nestlé pour faciliter la transformation numérique, notamment : (i) l'investissement dans le développement de la jeunesse ; (ii) les programmes de stages où les stagiaires sont exposés aux connaissances, aux technologies et aux applications numériques ; et (iii) le partenariat avec l'UNESCO en Côte d'Ivoire pour l'enseignement et/ou apprentissage des technologies et des applications numériques de base.

Mme Camilla Rocca, responsable de la recherche à la Fondation Mo Ibrahim, a utilisé des données analysées à partir de l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine au fil des ans pour donner un aperçu de l'étendue de l'économie numérique et de la fracture numérique entre les pays africains. Dans son exposé, elle a d'emblée mis en évidence les grands potentiels numériques dont le continent est doté. À titre d'exemple, les pays africains peuvent s'appuyer sur une jeune génération d'entrepreneurs opérant dans le numérique, qui s'adaptent aux nouvelles conditions mondiales de la reprise. Le continent compte plus de 640 pôles technologiques actifs, 80 % des jeunes Africains possèdent un téléphone portable, 77 % l'utilisent tous les jours et l'Afrique compte le plus grand nombre de comptes d'argent mobile au monde.

À la lumière de ces potentiels, elle s'est dite fermement convaincue que la numérisation offre une opportunité pour l'Afrique de faire un bond en avant, avec en toile de fond les faits stylisés suivants : *l'accès aux services financiers* s'est amélioré dans 36 des 39 pays africains (le Botswana, la Mauritanie et le Nigeria utilisent davantage les paiements numériques en 2019 qu'en 2010), la capacité d'améliorer les filets de sécurité sociale, et l'utilisation de la technologie numérique dans la réponse sanitaire à la pandémie.

Elle a toutefois noté que dans bon nombre de pays africains, l'accès à l'internet et aux ordinateurs reste faible et que la fracture numérique freine les progrès. La fracture numérique entre les pays et au sein des pays entraîne des inégalités tant au niveau de l'accès physique aux TIC que des ressources et des compétences nécessaires pour exploiter efficacement ces technologies. Elle entrave également les principales mesures de lutte contre la Covid-19 (la protection sociale est limitée par la fracture numérique, car beaucoup ne peuvent pas accéder aux transferts d'argent), la fermeture

d'écoles signifie qu'il n'y a pas d'apprentissage, 89 % des apprenants en Afrique subsaharienne n'ont pas accès à un ordinateur familial, 82 % n'ont pas accès à l'internet et au moins 20 millions vivent dans des zones non couvertes par un réseau mobile, et beaucoup n'ont pas pu passer au travail à domicile. En outre, la fracture numérique a des répercussions sur la démocratie, les inégalités et le genre. Le recours accru aux initiatives de gouvernance et de démocratie en ligne exclut ceux qui n'ont pas les moyens, les compétences ou l'accès physique à la technologie numérique. Les inégalités entre les zones rurales et urbaines dans l'accès numérique sont très répandues et les zones non couvertes par l'internet sont principalement rurales, avec des inégalités marquées entre hommes et femmes dans l'accès numérique.

Elle a également indiqué que les défis à relever pour combler la fracture numérique observée (qui constituent des impératifs politiques) sont principalement associés au coût, à la vitesse et à la sécurité. Le coût relatif de l'internet en Afrique est le plus élevé de toutes les régions du monde. Les coûts ont stagné dans la plupart des pays africains au cours de la décennie. Le coût médian du haut débit fixe en 2020, exprimé en pourcentage du revenu national brut (RNB) par habitant, est de 18,6 % en Afrique, de 2,96 % en Asie-Pacifique et de 1,26 % en Europe. La vitesse et la sécurité de l'internet sont très mal notées. L'accès à l'énergie est également un problème qui explique le faible accès au numérique. Elle a noté que plus de 600 millions d'Africains sont encore hors réseau, ce qui équivaut à près de deux fois la population totale des États-Unis d'Amérique. Enfin, et pour conclure l'exposé, elle a également indiqué le défi des données. L'importance du problème des données a été soulignée par des statistiques montrant que seuls 10 % des décès sont enregistrés en Afrique, contre 98 % en Europe, et que plus de 50 % des enfants africains n'ont pas d'existence légale (c'est-à-dire qu'ils ne sont pas enregistrés à la naissance).

Au cours des interactions avec les participants, deux (2) questions critiques ont été soulevées. La première est la contradiction observée entre l'évolution vers la transformation numérique et le manque d'infrastructures en Afrique.

La seconde est l'accent mis sur la pénétration du numérique, mais peu sur le développement du contenu. En ce qui concerne la première question, M. Fafunwa a réitéré sa croyance et sa conviction que le développement d'une masse critique de *travailleurs numériques communautaires* est la voie à suivre et une voie durable pour aligner le mouvement vers la transformation numérique avec l'infrastructure requise et adéquate en Afrique.

En ce qui concerne la deuxième question, elle a noté que la transformation numérique se poursuit et que la participation de l'Afrique est indispensable. Elle a également souligné que l'Afrique devrait s'assurer de participer aux discussions et, de façon plus instructive, qu'elle développe les capacités requises pour être un membre fonctionnel de la table de discussions.

Il est donc nécessaire que toutes les parties prenantes et les institutions collaborent, que l'on concilie l'élaboration des politiques avec les données, que l'on améliore le stock d'énergie et d'infrastructures, que l'on reconstruise le modèle de croissance et de développement de l'Afrique pour mettre l'accent sur l'appropriation, la pertinence et les idéaux et idées de l'Afrique. Les par-

ticipants ont exprimé et approuvé la conviction que la transformation numérique offre à l'Afrique une énorme opportunité de faire un bond en avant, à condition que les mesures nécessaires soient prises.

5.2. Initiatives pour favoriser la transformation numérique en Afrique : Partage d'expériences aux niveaux continental, régional et national

Cette session est fondée sur le constat que la plupart des pays africains ont un programme de numérisation et mettent en œuvre plusieurs interventions visant à contribuer à la transformation numérique du continent. Alors qu'au niveau continental, une stratégie globale de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) a été introduite, les pays utilisent les technologies numériques et l'innovation pour transformer leurs économies. Dans le cadre de ce sous-thème, certaines questions ont été mises en évidence pour guider les discussions en vue d'approfondir la compréhension et de partager les expériences. Ces questions sont les suivantes :

- a) Comment l'Agenda continental est-il mis en œuvre aux niveaux régional et national ?
- b) Quelles sont les interventions connexes menées au niveau des communautés économiques régionales ?
- c) Quelles sont les expériences des pays dans l'utilisation des technologies numériques pour le développement économique ?
- d) Qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qui devrait changer dans l'approche africaine de la numérisation ? et
- e) Que peut-on faire différemment pour accélérer la mise en œuvre des politiques de transformation numérique aux niveaux continental, régional et national ?

La session était modérée par **M. Yarik Turianskyi**, adjoint au chef de programme, gouvernance et diplomatie africaines, SAIIA, Afrique du Sud.

La session a commencé par un bref discours introductif du modérateur qui a rappelé ce qui devrait être le centre d'intérêt comme indiqué par les questions directrices et qui a présenté la liste des panélistes et/ou des orateurs.

M. Karim El Aynaoui, président exécutif du Policy Center for the New South, Maroc, a commencé son exposé en indiquant que les technologies de l'information et de la communication (TIC), la technologie et la transformation numérique reposent sur un lien complexe entre la formulation des politiques publiques, le monde universitaire et le secteur privé, d'où la nécessité d'une coordination et d'une coopération appropriées entre ces trois secteurs. Il est nécessaire de favoriser cette coopération et cette coordination pour stimuler les innovations technologiques et permettre à un pays de faire un bond en avant. Il a ensuite partagé les expériences du Maroc sur la façon dont ces trois dimensions liées et mutuellement interdépendantes ont été rendues coopératives et correctement coordonnées. Il a toutefois souligné la nécessité de séparer la formulation des politiques de la fonction de réglementation du gouvernement. Enfin, il a attiré l'attention sur le fait que le

secteur des télécommunications est l'épine dorsale de la transformation numérique et qu'il a donc besoin du développement infrastructurel requis.

M. Taurai Chinyamakobvu, partenaire et investisseur de Flocash Zimbabwe, fondateur de Pazimba, dirige une plateforme de paiement numérique appelée Flocash dans son pays, le Zimbabwe. Il a commencé son intervention par un rapide tour d'horizon des effets de la pandémie de la Covid-19 sur les économies africaines. Pour lui, le progrès technologique et la numérisation sont devenus au fil du temps un outil majeur dans la poursuite du développement, la politique et les élections, et la gestion économique des pays. En effet, la numérisation est devenue l'armature de l'économie. Il a ensuite présenté le profil de sa société Flocash, puis a souligné les défis et les opportunités que la pandémie de la Covid-19 a présentés à sa société. Il a insisté sur le fait que tout le monde a été contraint de se tourner vers les plateformes numériques. Il a décrit certaines actions que les gouvernements des différents pays devraient entreprendre pour faciliter le processus de transformation numérique en Afrique, notamment le gouvernement en tant que catalyseur du développement technologique, la fourniture de ressources aux universités en tant que centres d'innovation, la promotion de la collaboration entre les universités et les industries, la mise en place d'un environnement favorable avec la fourniture consciente de capital-risque pour le développement technologique numérique, les réglementations pour donner de l'espace et du soutien aux innovateurs technologiques. Par ailleurs, la ZLECAf devrait être correctement aligné sur les réalités post-Covid-19 en termes de réglementations sur le commerce.

Issiaka Ballo, professeur adjoint de linguistique à l'Université des Lettres de Bamako, au Mali, a partagé son expérience du projet Mali *Robomali*, auquel participent 20 étudiants et qui vise à utiliser l'intelligence artificielle, les appareils numériques et la technologie pour traduire la langue française en langues locales maliennes. Les données recueillies jusqu'à présent dans le cadre du projet ont montré qu'environ 5 000 appariements de phrases en français et en malien ont été effectués grâce à la plateforme web créée. Il a noté que, de manière générale, la Covid-19 a sensibilisé le public malien aux dispositifs numériques, à la numérisation et aux plateformes technologiques.

5.3. Identifier les bonnes politiques et renforcer les capacités et les compétences essentielles nécessaires à la transformation numérique en Afrique

Bien que la numérisation soit reconnue comme le catalyseur de la transformation de l'Afrique, le continent reste à la traîne par rapport aux autres régions en ce qui concerne le rythme d'adoption des technologies numériques. Cette lenteur indique que la capacité, sous ses diverses formes, entrave la transformation numérique en Afrique. Il est essentiel de disséquer la nature et la forme de ces défis en matière de capacités pour comprendre comment les principales parties prenantes de ce secteur se situent par rapport à ces questions clés. À cette fin, voici quelques-unes des questions clés abordées dans le cadre de ce sous-thème.

- a) Quels sont les défis en matière de capacités auxquels sont confrontés les gouvernements, le secteur privé (y compris les PME) et les OSC pour soutenir la transformation numérique ?
- b) Quels sont les défis auxquels ces secteurs clés (gouvernement, secteur privé et OSC) sont

confrontés dans le renforcement des capacités pour la transformation numérique ?

c) Quelles sont les options disponibles pour relever ces défis ? Quel est le dosage politique approprié nécessaire pour favoriser le développement des capacités en vue de la transformation numérique ?

d) Quels sont les besoins prioritaires en matière de capacités des principales parties prenantes (gouvernement, secteur privé et OSC), et comment ces capacités peuvent-elles être développées, conservées et soutenues pour une transformation adaptative ?

Dr Thomas Munthali, Directeur général, Commission nationale de planification, Malawi a modéré la session, qui visait à identifier les bonnes politiques, à renforcer les capacités et les compétences nécessaires à la transformation numérique. Dans son discours introductif, il a déclaré qu'il était important de noter l'état de la numérisation en Afrique, comme cela a été discuté dans les sessions précédentes. Il a observé qu'en regardant le paysage politique, l'Afrique ne peut pas favoriser la numérisation sans les bonnes politiques en place. La session s'est concentrée sur l'examen détaillé des défis autour de l'établissement de politiques sur la numérisation pour l'avancement de la transformation numérique en Afrique. La session s'est également penchée sur la question de savoir si l'Afrique peut mettre en œuvre les politiques une fois qu'elles existent et, par extension, a examiné l'avancement du renforcement des capacités en matière de numérisation sur le continent.

M. Tapiwa Ronald Cheuk, responsable de la politique commerciale à la Commission de l'Union africaine, a parlé des problèmes émergents dans les pays africains concernant la capacité à établir les bonnes politiques et les compétences pour mettre en œuvre les politiques de numérisation. Il a entamé la discussion sur les données en faisant remarquer qu'elles sont primordiales dans toutes les activités économiques du monde et que l'Afrique n'y échappe pas.

Selon lui, les données sont le fondement de l'économie numérique, et l'Afrique devrait reconnaître que l'économie axée sur les données exerce un grand pouvoir dans le monde d'aujourd'hui, car elle contribue davantage que l'économie traditionnelle, et cela devrait être notre principal objectif.

Après cette prise de conscience, il est pertinent pour l'Afrique de s'interroger sur les politiques de gouvernance des données à mettre en place, tout en notant que les politiques de données dans le monde sont guidées par différents modèles dictés par leurs priorités particulières. Par exemple, les modèles sud asiatiques où les données sont axées sur la souveraineté, la sécurité nationale et la cybersécurité comme c'est le cas en Chine. Du point de vue occidental, si l'on regarde les États-Unis d'Amérique, il s'agit d'un marché libre. Leur modèle est basé sur la préservation des intérêts des entreprises et la domination de certaines de leurs entreprises en ce qui concerne l'économie numérique, tandis que le modèle européen, qui est le règlement général sur la protection des données (RGPD) est utilisé par la plupart des pays européens, est basé sur la protection des données personnelles. Les données sont considérées comme un droit fondamental qui devrait être protégé.

En ce qui concerne le modèle que l'Afrique devrait adopter pour ses politiques, M. Tapiwa a noté que l'Afrique devrait envisager un modèle équilibré qui favorisera sa perspective unique et com-

blera ses lacunes concernant l'économie numérique, car sur le continent il n'existe pas beaucoup de chaînes de valeur de données. Il est nécessaire de créer ces chaînes de valeur qui seront le moteur de l'économie numérique. Il a préconisé une approche régionale des questions politiques, compte tenu de la nécessité de renforcer l'intégration régionale en Afrique. En prenant l'exemple de l'Asie-Pacifique, l'Afrique en tant que région peut se réunir (le gouvernement, le secteur privé, les organisations de la société civile et les consommateurs) pour recommander les compétences dont nous avons besoin dans la région. En mettant en avant ces recommandations de compétences dans l'économie numérique, elles seront transmises aux universités et autres institutions qui élèvent ces compétences pour guider les initiatives de renforcement des capacités sur le continent. Ces compétences deviennent alors la base du développement des compétences dans la région.

En résumé, il a exhorté l'Afrique à considérer la chaîne de données, en adoptant une approche régionale et en identifiant nos priorités, car on ne peut pas adopter la libre circulation des données dans l'économie, estimant que cela ne servira pas les intérêts de l'Afrique, car le contexte culturel, le contexte social et l'histoire économique du continent devraient s'intégrer dans les types de politiques qui sont établies.

Dans son intervention, le **professeur Kgomo H. Moahi**, vice-chancelier adjoint, services académiques, Université ouverte du Botswana, a évalué comment l'Afrique peut s'assurer que les bonnes politiques sont formulées et qu'il existe une capacité à les mettre en œuvre. Elle a commencé par souligner les trois missions clés de l'université, à savoir l'enseignement, la recherche et le service. Selon elle, l'idéal serait que les universités ne soient pas des tours d'ivoire, mais des institutions qui impliquent leurs communautés et s'engagent avec elles dans ces trois domaines. De même, lorsque des politiques de numérisation sont envisagées, il est important de s'assurer que les voix des membres de la communauté sont entendues et prises en compte. Il faut leur faire comprendre la raison d'être de la politique et la manière dont elle répond à leurs besoins.

Elle a noté que l'élaboration traditionnelle des politiques est considérée comme une politique pour la communauté plutôt que comme une politique élaborée et conçue avec la communauté. L'engagement communautaire devrait être au cœur de la politique. Elle a donné un exemple de la façon dont le Botswana a exploité l'engagement communautaire pour un projet réussi de carte d'identité nationale. Un effort concerté a été fait pour informer et éduquer les citoyens botswanais sur la nécessité d'une identification nationale, et au moment de l'introduction de la carte d'identité, les gens étaient prêts à s'engager. De même, en ce qui concerne la numérisation, elle a appelé l'Afrique à commencer par faire comprendre à ses citoyens et à ses pays ce qu'est la transformation numérique, ce qui se traduira par des mesures au niveau continental. La numérisation ne devrait pas se limiter à la technologie ; elle devrait également englober les questions socio-économiques afin que les citoyens puissent comprendre ce concept, ce qu'il signifie pour eux, en termes de services, qu'ils peuvent obtenir, les avantages, et comment cela affecte leur vie quotidienne.

Le professeur Kgomo H. Moahi a reconnu que de nombreux pays ont élaboré des politiques de transformation numérique et que de nombreux pays ont des politiques nationales en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC), mais qu'il semble y avoir un décalage dans la

mise en œuvre, notant que la façon dont les politiques de transformation numérique sont conçues est importante, car elle affecte la mise en œuvre si les personnes pour lesquelles ces politiques sont élaborées n'apprécient pas ou ne comprennent pas ce dont il s'agit. Elle a souligné que le Brookfield Institute parle d'innovation politique par rapport à l'élaboration traditionnelle des politiques. La bonne approche est que les politiques devraient être conçues avec les communautés et pour les communautés. Les communautés devraient être en mesure de participer à la formulation des questions, de savoir ce qui est pertinent pour les gens tout en tenant compte de leurs préférences, et devraient se baser sur leurs expériences vécues contextuelles pour déterminer ce qui est pertinent pour les gens. Cela permettra une meilleure compréhension de leurs besoins en tant qu'individus et en tant que communauté et augmentera les chances de succès en termes de mise en œuvre.

En outre, elle a fait remarquer que la transformation numérique nécessite de l'innovation. Il faut trouver ce dont les gens ont besoin et innover, puis concevoir des politiques sur cette base, plutôt que d'innover et d'essayer de faire adopter l'innovation par la communauté. L'innovation devrait être liée aux besoins. Elle a salué la création de différentes applications numériques par les jeunes Africains pour répondre aux besoins des gens pendant la pandémie.

En conclusion, le professeur Kgomotso a indiqué qu'une fois qu'une politique est en place, il faut un plan d'action qui implique la participation de tous les acteurs concernés - le secteur public, le secteur privé, le monde universitaire et les citoyens. Elle a fait l'éloge de Smart Bots Botswana, qui est la Stratégie de transformation numérique du Botswana qui implique l'engagement actif des communautés, en leur parlant de ce qui est nécessaire, et en construisant l'infrastructure numérique requise.

Mme Elisa Saint Martin, analyste politique, Unité Afrique, Centre de développement de l'OCDE, a parlé des lacunes dans la mise en œuvre, des meilleures pratiques basées sur l'expérience internationale pour établir et mettre en œuvre des politiques, et de la façon dont l'OCDE peut soutenir les institutions de renforcement des capacités telles que l'ACBF sur le continent africain pour aider les pays à la transformation numérique. Elle a d'abord réfléchi à la façon dont la transformation numérique est devenue plus importante dans le contexte de la pandémie de la Covid-19. Elle a souligné que, bien que la pandémie ait fait payer un lourd tribut aux économies africaines, elle a également accéléré la transformation numérique, car les gouvernements ont été contraints de mettre en œuvre de nombreuses initiatives sur les solutions numériques pour faire face aux effets de la pandémie. On peut le constater dans le secteur financier, avec l'essor de l'argent mobile, et dans l'éducation, avec la mise en place de mécanismes d'apprentissage à distance par les gouvernements africains. Elle a noté que la plupart des stratégies de transformation numérique se concentrent principalement sur le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Cela ne permettra pas de créer suffisamment d'emplois pour les vingt-neuf millions de personnes qui devraient arriver sur le marché du travail chaque année au cours des dix prochaines années. Elle a préconisé l'utilisation de la technologie dans tous les secteurs économiques, tels que l'agriculture, l'éducation, l'industrie manufacturière, la santé et le commerce.

Mme Elisa a identifié trois lacunes qui devraient être traitées de manière adéquate par des politiques spécifiques pour favoriser la transformation numérique en Afrique. La première lacune est d'ordre spatial. Des politiques adaptées au lieu seront nécessaires pour créer des opportunités d'emploi au-delà des grandes zones urbaines. L'infrastructure numérique devrait être accessible à tous. Donner la priorité au développement des infrastructures à large bande dans les zones rurales et les villes intermédiaires sera très rentable, car 73 % des Africains continueront de vivre dans les zones rurales et les villes intermédiaires d'ici 2040. Les services de données devraient également être plus abordables, car seulement 17 % de la population africaine peut s'offrir un gigaoctet de données. Elle a suggéré de réduire de moitié le coût des services numériques, ce qui les rendrait abordables pour environ 75 % de la population et favoriserait, ainsi l'accès. Dans cette optique, les politiques devraient viser à rendre les services numériques plus accessibles et plus abordables.

La deuxième lacune concerne le renforcement des capacités ; les jeunes Africains devraient suivre une formation adéquate pour se préparer à la transformation numérique. Selon elle, des enquêtes menées dans 11 pays africains montrent qu'un jeune sur deux estime que ses compétences sont insuffisantes pour les opportunités d'emploi actuelles. Elle a recommandé l'élaboration de politiques visant à accroître la formation en cours d'emploi pour les jeunes, en partenariat avec le secteur privé, afin d'adopter la transformation numérique et de créer des opportunités d'emplois formels et informels. La troisième lacune est celle de la compétitivité. Des politiques devraient être mises en place pour soutenir les PME et les jeunes entreprises dynamiques d'Afrique afin de leur permettre de prospérer et d'être activement compétitives sur le continent et dans le monde. L'un des principaux domaines d'intervention est la coopération régionale. La mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le protocole à venir sur le commerce électronique permettront de lever les obstacles au commerce électronique en ce qui concerne les paiements transfrontaliers et d'autres questions. Il sera également crucial d'harmoniser les réglementations entre les pays de la bonne manière. De nombreuses politiques sont nécessaires pour combler les trois lacunes identifiées et il sera utile d'apprendre des expériences d'autres pays sur les meilleures pratiques. L'OCDE facilite de tels dialogues sur les meilleures pratiques.

En conclusion, elle a indiqué que l'OCDE est prête à travailler avec l'ACBF pour renforcer les capacités afin d'exploiter la transformation numérique de l'Afrique en favorisant le renforcement des capacités grâce à la collaboration de ses vastes réseaux avec 56 gouvernements et organisations internationales.

Dans son intervention, **M. Bakary Koné**, chef du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et directeur de la mobilisation des ressources, de la planification stratégique et des partenariats, ACBF, a souligné la nécessité de traiter le fossé entre l'éducation et le secteur du développement. Il a indiqué que lors de l'Assemblée annuelle 2019 de la Banque mondiale sur l'Afrique avec le thème « connecter l'Afrique par le haut débit : feuille de route pour une croissance inclusive », il a été déclaré que la numérisation est la quatrième révolution industrielle. L'Afrique a manqué les trois premières révolutions. Il a souligné que l'Afrique ne peut pas se permettre de rater la quatrième révolution ayant raté les trois premières. La numérisation nécessite plusieurs éléments. Le premier élément est le personnel. Il est nécessaire de s'assurer que l'on dispose des personnes ayant les bons talents, et l'obtention de ces talents nécessite des actions délibérées,

Il a préconisé l'investissement dans le capital humain tout en notant que l'investissement des pays devrait commencer par les ressources nationales avant de chercher des ressources supplémentaires, car cela indiquerait qu'il s'agit d'une priorité pour le pays. Il a noté qu'un défi majeur pour certains pays qui veulent se numériser est qu'ils ne font pas les ajustements nécessaires pour être en mesure de se permettre le secteur de la numérisation. M. Koné a noté que certains pays réussissent bien en matière de numérisation et que cela est lié au leadership. Dans ces pays, ils se sont donné les outils nécessaires pour se concentrer sur les progrès de la numérisation.

Il a plaidé en faveur d'une ouverture à la numérisation. En effet, des politiques devraient être mises en place pour ouvrir le secteur numérique aux jeunes. Il a déclaré que les jeunes Africains sont créatifs et que l'accès à l'internet ne devrait pas être considéré comme une menace. De nombreux Africains sont des utilisateurs de contenu plutôt que des créateurs de contenu. Pour stimuler la création de davantage de contenu, il est nécessaire de fournir une incitation à cet effet. En 2019, lors de l'Assemblée annuelle de la Banque mondiale, il a eu une brève consultation avec les experts de la numérisation, et leur recommandation pour réussir la numérisation était simplement de former les bonnes personnes et d'obtenir les bonnes politiques, notant que ces deux éléments clés sont le bon départ pour la numérisation, tout en soulignant que les discussions sur l'internet des objets, l'intelligence artificielle et d'autres sujets ne font que compliquer les choses. Il est nécessaire de mettre en place les bonnes politiques, de former les personnes et de faire une planification solide qui peut être ajustée progressivement jusqu'à ce que les résultats souhaités soient atteints.

Concernant la volonté de l'ACBF de soutenir les pays dans le domaine de la numérisation, *M. Koné* a déclaré que l'un des principaux atouts de l'ACBF est son partenariat avec les groupes de réflexion africains, et c'est ce qui sera exploré pour aider à élaborer les bonnes politiques dans les différents pays africains. Il a également déclaré que l'ACBF rassemblera toutes les recommandations du Sommet et travaillera avec des partenaires pour développer des programmes qui peuvent être promus pour permettre aux institutions africaines - gouvernement, secteur privé et organisations civiques - de financer les groupes de réflexion aux bons niveaux.

Notant que les politiques sont essentielles pour la numérisation, il a déclaré que le défi est que les groupes de réflexion ont encore du mal à connaître les priorités du continent, car certains d'entre eux sont encore littéralement mandatés pour des études qui les détournent des principaux problèmes de certains pays. La chose la plus importante, le premier point à considérer, sera d'obtenir des institutions africaines - au plus haut niveau - qu'elles financent les groupes de réflexion de manière adéquate, car les compétences sont là, ce que l'ACBF a confirmé au fil des années de partenariat.

En conclusion, M. Koné a déclaré qu'il y a des pays où presque tout est numérisé, et qu'il devrait y avoir davantage dans différents pays, car ce n'est pas la chose la plus difficile à faire. Pour ce faire, il convient d'explorer des solutions numériques pour faciliter la vie, et cela a plus à voir avec les politiques qu'avec les moyens financiers.

Le Dr Charles Nyuykonge, fondateur et directeur de Peacebuilders without Borders, Afrique du Sud, a commencé par noter que la plupart des pays africains ont un plan de développement national, et que certains l'ont développé avec l'aide de l'ACBF. D'autres ont engagé l'ACBF pour les aider à répondre aux besoins en capacités de leurs pays respectifs. Cependant, la conversation devrait porter sur la manière dont ces politiques sont développées et dont les priorités de développement sont déterminées. Il estime que les priorités de développement des pays africains, en particulier la transformation numérique, devraient refléter les priorités de développement des pays africains, indiquant que dans certains pays africains (en particulier les pays francophones), leurs plans de développement nationaux ne sont parfois pas différents du mémorandum du parti politique, à tel point qu'un regard sur les lignes de vote ou l'adoption même au parlement est largement conforme aux lignes du parti, et cela soulève la question de savoir comment les pays peuvent avoir un système inclusif ou à long terme qui peut soutenir une politique telle que la numérisation.

Le second est le fait que, malgré son succès sur le continent, compte tenu de l'utilisation par les jeunes pour innover et leur simplifier les choses, il conviendrait de détourner l'attention du fait que de nombreux jeunes utilisent les possibilités qu'ils ont pour la numérisation en grande partie à des fins de divertissement parce que le lien entre un plan de développement national et les priorités nationales aux questions menées par les citoyens fait largement défaut. Il a donné l'exemple de la façon dont les Comores ont augmenté leur capacité de forage pétrolier. En effet, dans le cadre de leur plan de développement visant à augmenter leur capacité de forage pétrolier, les Comores étaient conscients du fait que la capacité était nécessaire dans différentes régions et que ceux qui avaient cette capacité étaient à l'extérieur du pays et ne réalisaient pas que le pays avait besoin d'eux.

Selon lui, le défi majeur est de savoir comment le gouvernement peut traduire ses priorités de développement en opportunités dont les citoyens peuvent profiter. C'est l'un des défis qui continuent de tourmenter le continent. Il a fait remarquer que le gouvernement peut avoir beaucoup de bonnes politiques, mais qu'en n'étant pas capable de les conduire de haut en bas, ou d'obtenir une sorte d'adhésion inclusive ou nationale, les priorités de développement national restent en suspens, alors qu'elles pourraient bénéficier grandement du savoir-faire technique qui est une grande partie du continent.

Le professeur Kgomotso a souligné la nécessité d'examiner l'ensemble du système éducatif afin de développer un programme qui préparera les Africains à la quatrième révolution industrielle, notant que les jeunes se sont alignés sur les économies en développement qui utilisent la numérisation, qui est devenue un besoin fondamental.

M. Adeyinka Adeyemi, conseiller principal, CEA, a noté que les politiques gouvernementales en matière de numérisation devraient mettre l'accent sur la croissance et non sur de nouvelles taxes, car toutes les parties sont perdantes. Le gouvernement perd l'occasion d'élargir son assiette fiscale et les innovateurs croulent sous le poids des taxes. Une fois encore, M. Adeyinka Adeyemi a souligné l'importance de l'investissement et de la formation en matière de numérisation, notant qu'il conviendrait d'élaborer un programme d'études approprié pour enseigner les outils numériques,

car les jeunes ont simplement appris les mauvaises leçons et les utilisent efficacement.

Selon Joan Singh, un participant, la culture numérique devrait être associée à des compétences commerciales et entrepreneuriales. Un autre participant a déclaré qu'il faudrait combler le fossé de la numérisation entre l'Afrique et le monde, car il s'agit d'un problème majeur aujourd'hui. Tout d'abord, que l'éducation devrait être réformée à travers le continent pour faire face à la réalité de l'Afrique.

Deuxièmement, chaque pays africain ne peut pas, à lui seul, créer la numérisation. Cela devrait être un programme continental. Il faudrait construire un État africain pour aider le continent en matière d'infrastructures, de numérisation inclusive, d'agriculture, de routes, etc. Il faudrait, pour cela, se tourner vers le secteur privé. Il faudrait prendre comme point de départ un service national plutôt que de simplement suivre les désidératas des institutions internationales. Les bonnes politiques commencent par une éducation basée sur les valeurs et les traditions africaines. L'innovation devrait être fondée sur la tradition.

En réponse à une question de Thomson Mutama sur la façon de rendre les processus de numérisation moins coûteux et dirigés par le secteur privé, Mme Elisa a déclaré que l'Afrique a mené la tendance dans l'argent mobile, que l'innovation est dirigée par le secteur privé et non par le gouvernement. Le gouvernement devrait soutenir l'innovation pour permettre au secteur privé de répondre aux besoins des gens. Prenant l'exemple du Ghana, elle a déclaré que vers 2014, le gouvernement avait mis en place des réglementations sur les fournisseurs d'argent mobile qui étaient trop restrictives pour permettre aux fournisseurs d'atteindre plus de personnes, mais après avoir réformé les réglementations, le nombre de plus en plus croissant des personnes qui ont adopté et utilisé des solutions d'argent mobile a explosé. Elle a appelé le gouvernement à mener des politiques qui stimuleront la croissance de ces innovations, à dialoguer avec le secteur privé pour identifier les politiques et les compétences nécessaires au développement de leurs différentes innovations.

Le modérateur a conclu la session en résumant que les questions clés discutées au cours de la session sont les données, que l'examen des questions de déconnexion de mise en œuvre, et la numérisation devrait s'étendre au-delà du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), plus d'accès à l'Internet pour plus de pays en Afrique, y compris ceux dans les secteurs formel et informel, la promotion de la compétitivité pour pouvoir concurrencer favorablement avec d'autres régions. Il est tout aussi important d'harmoniser les réglementations à travers l'Afrique et de mettre l'accent sur l'éducation - en formant les jeunes dans le sens de la numérisation et en formant le personnel aux politiques qui ont été élaborées. Il a salué la volonté de l'ACBF de s'associer à des groupes de réflexion pour aider les pays à répondre à la demande de mise en place de politiques appropriées et de programmes de renforcement des capacités pour soutenir la mise en œuvre.

5.4. Transformation numérique et santé publique : Recherche récente sur les questions de lutte antitabac en Afrique

Avec la Covid-19, il est évident que les interventions numériques en matière de santé peuvent contribuer à atténuer les problèmes de portée et d'accès au sein de diverses populations afin de soutenir la lutte antitabac et d'améliorer la santé publique. Malgré cela, les e-cigarettes et les enquêtes et publicités en ligne sont une démonstration de l'utilisation innovante des solutions numériques par l'industrie du tabac. La session s'est concentrée sur les recherches menées par les groupes de réflexion sur les questions liées au tabac en Afrique.

Cette session était modérée par le Dr Barassou Diawara, expert principal en gestion des connaissances, ACBF. Il a lancé la session en notant qu'elle est axée sur la façon dont, après l'apparition de la pandémie de la Covid-19, les interventions de santé numérique ont contribué à atténuer les problèmes de portée et d'accès au sein de diverses populations pour soutenir la lutte antitabac et améliorer la santé publique. L'observation selon laquelle les e-cigarettes et les enquêtes et publicités en ligne sont de plus en plus utilisées pour démontrer l'utilisation innovante des solutions numériques par l'industrie du tabac est très instructive. Des recherches sur diverses questions liées à la lutte antitabac en Afrique ont été menées par des groupes de réflexion. La session visait donc à partager les expériences tirées des résultats de ces recherches. Les questions directrices pour les exposés et discussions sont les suivantes : Quels ont été les principaux résultats et recommandations des études menées par les groupes de réflexion sur les questions de tabac en Afrique ? Quels sont les impacts socio-économiques de la charge de morbidité due au tabagisme ? Quel est l'impact des mesures de lutte antitabac sur les moyens de subsistance ? Quelles sont les interventions entreprises par les pays africains pour soutenir les programmes de lutte antitabac et quels résultats commencent à apparaître ? Les réponses à ces questions ont été recherchées dans des études menées au Malawi, au Zimbabwe et au Nigeria, et les exposés et discussions ont été organisées en conséquence.

Mariam Kadzamira, fondatrice et directrice de Youth Enterprise Services (YES), Malawi, a lancé la discussion sur le sujet en se basant sur les résultats d'une recherche récemment menée au Malawi et co-écrite par Harriet Guasi et Tamara Phiri. En introduisant le sujet, elle a noté que le Malawi est l'un des dix premiers producteurs de tabac et que l'économie du Malawi est fortement dépendante du tabac.

Par ailleurs, a-t-elle ajouté, à cause de ce phénomène, associé à l'utilisation croissante des produits du tabac en raison d'une commercialisation accrue de ces produits par l'industrie du tabac, le pays a subi les conséquences des décès et des maladies liés au tabac. On constate une augmentation constante des décès liés au tabagisme entre 1990 et 2017. Cela signifie que l'élaboration de politiques en matière de tabac qui soient cohérentes et compatibles avec les secteurs de la santé et de l'économie a été un défi pour le pays. En général, il existe peu ou pas de données sur le coût du tabagisme dans le pays.

L'étude visait à combler cette lacune en quantifiant les coûts économiques du tabagisme pour les individus et leurs familles, en utilisant des études de cas de fumeurs réels qui ont été touchés et qui ont été malades, et en examinant comment cela les a affectés, en fournissant des recommandations aux décideurs en matière de santé publique.

L'étude a révélé que le tabagisme est répandu dans les zones rurales et urbaines du Malawi. Les taux actuels ne sont pas clairs en raison de l'absence d'une base de données statistiques nationale qui saisisse le tabagisme ou les liens entre le tabagisme et les maladies. Les données de 2015 et 2016 indiquent un échantillon représentatif national montrant qu'un peu plus de 12 % des hommes au Malawi fument pour 1 % de femmes fumeuses. En général, les fumeurs sont plus âgés, plus pauvres, moins éduqués et vivent dans des zones rurales. Cette statistique ne s'applique pas seulement à la consommation de cigarettes, mais aussi à d'autres formes de consommation de tabac.

La charge de morbidité associée au tabagisme au Malawi est difficile à quantifier en raison de l'absence d'un échantillon national représentatif et de la manière dont les données des patients sont collectées, transférées et stockées dans le système de santé publique. Mariam Kadzamira a toutefois déclaré que des recherches plus approfondies étaient nécessaires en utilisant un échantillon national représentatif pour réaliser des études similaires et les étendre à un niveau plus large.

La méthodologie de la recherche a commencé par un examen rapide de ce qui existait déjà : des groupes de discussion avec le grand public. Soixante hommes, femmes et jeunes ont été invités à donner leur avis sur les politiques de lutte antitabac. Par la suite, deux études de cas ont été réalisées. L'une était un fumeur rural et l'autre un fumeur urbain, tous deux tombés malades après avoir été affectés au fil des ans. Les deux fumeurs avaient fumé pendant plus de 20 à 30 ans. L'une des principales conclusions de ces études est que les maladies liées au tabagisme ont trois conséquences : une mauvaise santé directe pour le fumeur et parfois pour les membres de sa famille en raison de la fumée secondaire, un fardeau économique pour le fumeur et sa famille, et des effets sur la communauté et la santé mentale. L'effet sur la santé mentale n'a pas été bien documenté. En effet, les deux études de cas montrent que les fumeurs ont souffert de dépression et d'anxiété, non seulement parce qu'ils étaient malades, mais aussi en raison de la charge économique. Étonnamment, les deux études de cas ont été réalisées auprès d'hommes, et tous deux ont également estimé que la perte de revenus était assez démasculinisant, ce qui ne leur convenait pas. Les études ont montré que les coûts liés au tabagisme ont des répercussions sur la famille et la communauté. Elles ont également montré que le capital social est important pour les personnes touchées par le tabagisme, car il permet d'éponger les coûts sociaux et économiques élevés. Elle affecte également le système de santé publique de diverses manières.

Les principales recommandations portent sur la mise en place, par le gouvernement, de politiques visant à contrôler l'usage du tabac et du tabagisme. Ces politiques seront efficaces si elles sont mises en œuvre de manière cohérente, si elles bénéficient d'un engagement budgétaire et si elles sont appliquées par divers acteurs locaux tels que les chefs traditionnels.

Elle a noté que ces politiques peuvent être mises en œuvre efficacement avec l'émergence des outils numériques, en particulier face à la pandémie où il est difficile pour les gens de se rencontrer physiquement et d'organiser de grandes réunions de sensibilisation et de formation. L'émergence des outils numériques peut aider le gouvernement à mettre en œuvre ces recommandations politiques.

Le Dr Kadzamira a proposé des solutions numériques pour lutter contre la menace du tabagisme. Il s'agit notamment de l'utilisation de systèmes basés sur le Web et d'Internet pour sensibiliser le public, former les agents de santé publique et les cliniciens à la détection des maladies liées au tabac. Les solutions numériques, notamment l'utilisation des dossiers de santé numériques et la saisie des données des patients pour suivre l'augmentation du taux de maladies liées au tabac. Des interventions similaires basées sur le web devraient également faire l'objet d'une attention particulière afin d'enrayer l'effet généralisé du tabagisme.

En conclusion, elle a insisté sur la nécessité de numériser les données des patients, car l'étude montre que c'est l'une des faiblesses. La numérisation des patients révélera quand une maladie particulière est associée à des antécédents de tabagisme, il sera plus facile de quantifier les charges sociales et économiques du tabagisme et de la consommation de tabac. Il sera donc plus facile pour les décideurs de comprendre ce coût et de s'y attaquer. Divers outils numériques permettent au gouvernement du Malawi de mettre en œuvre plus facilement différents programmes visant à réduire les effets du tabagisme dans le pays.

Le Dr Gibson Chigumira, directeur exécutif de ZEPARU, Zimbabwe, a présenté l'étude du Zimbabwe. Il a déclaré que l'étude menée au Zimbabwe examinait l'impact des mesures de contrôle du tabac sur les moyens de subsistance du point de vue des cultivateurs. Le Zimbabwe est l'un des principaux producteurs de tabac en Afrique. La plupart des moyens de subsistance de ses agriculteurs en dépendent. Par conséquent, les mesures visant à réduire le tabagisme affectent leur potentiel économique. L'étude a également cherché à connaître le point de vue des cultivateurs sur la lutte antitabac et les initiatives qui les aideront à passer de la culture du tabac à d'autres cultures.

Il a brièvement présenté le contexte du Zimbabwe et du tabac. Il a souligné que le tabac représente près de 10 % du produit intérieur brut (PIB) et qu'il est la deuxième source de devises étrangères au Zimbabwe après l'or. Ces statistiques montrent que l'économie est fortement dépendante du tabac. Au fil des années, on constate une augmentation du nombre de cultivateurs de tabac. Par exemple, en 2019, il y a eu une augmentation de 400 % des nouveaux cultivateurs de tabac, soit environ 155 000. La culture du tabac est devenue un enjeu de subsistance, car elle constitue une source de revenus importante. Rien qu'en 2019, chaque cultivateur a gagné environ 3,4 mille dollars, ce qui constitue une contribution importante à leur base de revenus.

Bien que l'on célèbre l'importance de la contribution du tabac à la croissance économique, aux exportations et aux moyens de subsistance, son utilisation crée également d'importants problèmes de santé. Le tabac affecte également l'environnement, car le séchage du tabac nécessite l'utilisation de vastes espaces dans la forêt et entraîne la déforestation. Parmi les risques associés, on peut

citer la maladie du tabac vert et l'empoisonnement aigu à la nicotine qui surviennent lorsque les gens récoltent les feuilles et les inhalent. Le lien entre le tabagisme et la tuberculose a également été mis en évidence.

L'étude a consisté à interroger un échantillon d'environ 598 agriculteurs pour connaître leur point de vue. Les chercheurs ont voulu savoir pourquoi ils cultivaient le tabac malgré les problèmes de santé évoqués dans l'une des questions. Les réponses de l'étude montrent que les agriculteurs ont l'impression que la culture du tabac est plus rentable que d'autres cultures. Or, il ne s'agit que d'une perception. Les faits ont montré qu'il existe d'autres cultures plus lucratives. L'une des principales conclusions est que si les agriculteurs disposent des capacités et des connaissances nécessaires, ils abandonneront la culture du tabac au profit d'autres cultures. L'analyse a révélé que le plus grand pourcentage d'agriculteurs (environ 79 %) ont indiqué qu'ils pratiquaient la culture du tabac en raison des rendements attrayants, un autre groupe a déclaré que c'était leur seule source de revenus. Ces facteurs contribuent également aux difficultés rencontrées par les pouvoirs publics pour mettre en œuvre la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la lutte antitabac au Zimbabwe. Le cadre de développement national actuel, qui est le NBS 1, montre qu'il existe un objectif accru pour la culture du tabac. À partir de 2020, avec environ 1554,926 tonnes métriques comme base de référence pour 2020, l'objectif est d'atteindre 300 000 tonnes métriques en 2025. Le gouvernement est également confronté au problème du financement adéquat du système national de soins de santé, aggravé par la pandémie de la Covid-19. Il s'agit des conséquences des coûts directs et indirects liés au tabagisme, tels que la perte de vie prématurée et la perte de productivité due à la maladie. Ces problèmes posent des défis, et le pays devrait réfléchir à la nécessité de donner la priorité aux programmes de lutte antitabac au Zimbabwe tout en explorant d'autres options de subsistance alternatives viables pour les cultivateurs de tabac.

D'après les résultats, il est nécessaire que le pays renforce les mesures de lutte antitabac et, conformément au thème du Sommet, cela peut également se faire par l'utilisation d'outils numériques. Premièrement, ils sensibiliseront la population aux défis que présente le tabagisme. Deuxièmement, ils permettront de montrer aux cultivateurs de tabac les autres cultures possibles et leurs avantages économiques. Ainsi, les agriculteurs disposeront d'un éventail beaucoup plus large d'options de subsistance grâce à l'utilisation de plateformes numériques, de services de vulgarisation et de la recherche.

Un autre élément couvert par l'étude était d'aider les agriculteurs à prendre conscience des différentes mesures mises en place pour la lutte antitabac. Sur les 598 agriculteurs ayant participé à l'étude, 17 % étaient fumeurs, 83 % étaient non-fumeurs, mais seuls 20 % des agriculteurs interrogés n'étaient pas favorables aux mesures de lutte antitabac. Cela signifie que 80 % des agriculteurs soutiennent les mesures visant à réduire la production et la consommation de tabac, même s'ils sont concernés. Le seul facteur limitant pour eux est de savoir s'il existe des options viables.

Le Dr Chigumira a affirmé qu'il était nécessaire d'investir suffisamment dans le développement des capacités pour les autres alternatives, tout comme le tabac, qui est un secteur bien structuré avec un marketing et un financement. D'autres cultures seront viables si la même structure de soutien est étendue.

Dans l'ensemble, l'étude résume que les agriculteurs sont conscients des dangers du tabac, qu'ils sont prêts à passer de la culture du tabac à d'autres cultures commerciales, mais qu'il est nécessaire de renforcer les capacités et de connaître la portée et le potentiel des plateformes numériques pour faciliter l'éducation des agriculteurs.

Le Dr Chukwuka Onyekwena, directeur exécutif du CSEA, Nigeria, a parlé de l'exploration des options numériques pour les stratégies de contrôle du tabac au Nigeria. L'étude, financée par l'ACBF, portait sur les politiques de lutte antitabac au Nigeria. Il a déclaré que, bien que la prévalence du tabagisme soit relativement faible au Nigeria, elle augmente en raison de la promotion de l'industrie du tabac pour encourager le tabagisme chez les jeunes dans le pays.

Le tabac est associé à environ 29 000 décès au Nigeria. Le coût estimé du tabagisme au Nigeria est d'environ 1,71 milliard de dollars par an, ce qui représente un montant énorme par rapport au budget de l'ensemble du pays pour les soins de santé. En 2017, 4,9 % de tous les décès au Nigeria étaient liés au tabagisme.

Le travail du CSEA s'inspire des six politiques éprouvées par l'OMS pour inverser l'épidémie mondiale de tabagisme. Celles-ci vont de la surveillance du tabagisme à la protection des personnes contre la fumée du tabac. Les deux principaux domaines sur lesquels portent les recherches sont les dangers du tabac et la fiscalité. L'étude a révélé que la taxation est le moyen le plus efficace de réduire la consommation de tabac, car l'industrie du tabac peut contourner la plupart des mesures de lutte antitabac. La taxation représente une charge énorme pour l'industrie du tabac. Elle s'est avérée être la plus efficace. L'OMS recommande que la taxe représente au moins 75 % du prix de détail, mais dans la plupart des pays, notamment en Afrique, la taxe sur le tabac est loin de représenter 75 % du prix de détail.

L'étude portait sur les effets fiscaux et sanitaires des modifications des droits d'accises sur le tabac au Nigeria. Il s'agissait d'une simulation des effets de l'augmentation des droits d'accises sur les produits du tabac afin d'évaluer l'impact sur la consommation de tabac, les recettes publiques et d'autres indicateurs clés. Dans le cadre de la politique proposée par le gouvernement, qui consiste à conserver les 20 % basés sur la valeur plus une taxe spécifique de 20 nairas, le modèle a révélé que la consommation sévère diminuera d'au moins 7,58 % en supposant que la croissance économique soit lente et que l'industrie du tabac augmente son prix de 10 %. Dans le cadre de l'intervention politique proposée par l'OMS, le modèle a révélé que si les 75 % recommandés sont mis en place, la réduction atteindra 18,5 % dans les douze scénarios réalisés. Selon l'étude, une augmentation des taxes sur le tabac est susceptible d'accroître sensiblement les recettes de l'État et de réduire le tabagisme.

Le CSEA a récemment mené une étude sur l'effet de la fixation d'avertissements sanitaires sur les paquets de cigarettes pour prévenir les décès prématurés et les maladies. Un résumé des résultats montre que les avertissements sanitaires précédents étaient simplement textuels, mais qu'ils ont évolué vers des avertissements sanitaires graphiques, qui augmentent très largement le nombre de décès, de maladies cardiaques et de cancers évités. Par exemple, si les avertissements sanitaires

graphiques sont placés sur 50 à 80 % de l’emballage du produit, le nombre de décès évités passe de 748 avertissements textuels à environ 7748.

Les avertissements sanitaires graphiques ont été mis en place au cours de l’année écoulée. Le passage des avertissements textuels aux images sanitaires graphiques multiplie par dix le nombre de décès évitables, et ce chiffre double lorsque l’avertissement figurant sur un paquet de cigarettes est placé sur au moins 80 % de la surface du paquet comportant l’avertissement sanitaire.

Plus de 180 000 dollars de coûts sont évités lorsqu’un avertissement sanitaire graphique est placé sur 50 à 80 % de l’emballage. Ce chiffre passe à 343 000 dollars avec un emballage neutre et un avertissement sanitaire sur plus de 80 % de la surface de l’emballage.

Ces deux études montrent que la taxation et les avertissements sanitaires sur les paquets de cigarettes ont permis de réduire considérablement le tabagisme et ses effets néfastes.

Le Nigeria peut s’appuyer sur le niveau élevé d’adoption du numérique pour renforcer les mesures de lutte antitabac. Le Nigeria a une population jeune élevée et en 2019, la population utilisant Internet au Nigeria a augmenté à environ 33 %, et la plupart des utilisateurs sont des jeunes. Selon les rapports de Statista en 2021, environ 43 millions de Nigériens utilisent les médias sociaux. L’augmentation de l’adoption du numérique accroît les options de diffusion de l’information. Le CSEA a appelé le Nigeria et d’autres pays africains à se concentrer davantage sur les stratégies numériques de lutte antitabac, notant que des vidéos et des documentaires courts bien ciblés permettraient de toucher efficacement une large population de jeunes.

Le Dr Onyekwena a répondu à une question de Seve Adjovi, l’un des participants, sur l’utilisation des écoles et des collèges pour communiquer les effets néfastes du tabac. Il a déclaré que l’industrie du tabac cible les jeunes suffisamment tôt pour qu’ils commencent à fumer et qu’il est donc bon que les mesures de lutte antitabac ciblent également les écoles et les collèges. L’application de la technologie numérique est un moyen efficace de prévenir l’initiation au tabac.

Répondant à la même question, le Dr Kadzamira a déclaré qu’il est crucial d’enseigner aux enfants, dès le plus jeune âge, les effets du tabagisme en utilisant les écoles, les sports et différents types d’activités. Cela permet de s’assurer que les enfants ne sont pas influencés par les fumeurs et qu’ils ont la possibilité de faire leurs propres choix.

Le Dr Chigumira a répondu à un commentaire sur la nécessité d’organiser l’agriculture, en observant que si les producteurs de tabac ont d’autres options de cultures viables qui sont aussi bonnes, sinon meilleures, en termes de rémunération, cela permettra aux agriculteurs de passer à ces autres cultures. Il a proposé que la structure du tabac, en ce qui concerne la recherche et le développement et les options de commercialisation, soit reproduite pour d’autres cultures. Cela garantira une transition de la culture du tabac vers d’autres cultures viables, et la résistance des mesures de contrôle du tabac du point de vue des moyens de subsistance sera peu probable. Cette

évolution sera facilitée par les connaissances, le renforcement des capacités, les services de vulgarisation et le soutien général. Il approuve l'organisation du secteur agricole et l'optimisation des options de culture disponibles.

Le modérateur a remercié les orateurs d'avoir partagé les perspectives des trois pays, tout en notant que la recherche est en cours et qu'il y a des recherches de huit autres pays qui arrivent pour une meilleure compréhension.

5.5. Rôle des groupes de réflexion dans la promotion de la transformation numérique en Afrique et dans l'amélioration de leur durabilité

Compte tenu de leur mandat et de leur rôle, les groupes de réflexion pourraient contribuer de manière significative à apporter des solutions à certains des problèmes identifiés et à soutenir la mise en œuvre du programme de transformation numérique de l'Afrique. Les questions spécifiques à traiter dans le cadre de ce sous-thème sont les suivantes :

- a) Quelle a été l'expérience des groupes de réflexion en matière d'information du débat public sur la transformation numérique par le biais de la production, du partage et de la promotion des connaissances, ainsi que du renforcement des capacités, en ce qui concerne la communication et la diffusion et l'utilisation des connaissances générées par les bénéficiaires ou les consommateurs de connaissances ciblés ?
- b) Quels sont les principaux enseignements qui peuvent être tirés de pays autres que l'Afrique et qui peuvent être adaptés au contexte africain, afin d'améliorer l'adoption et l'utilisation des résultats de la recherche en matière de transformation numérique ?
- c) Quels rôles les groupes de réflexion peuvent-ils jouer pour aider les principales parties prenantes (gouvernement, secteur privé, PME et OSC) à utiliser les solutions numériques pour la transformation socio-économique des pays africains ?
- d) Comment les groupes de réflexion peuvent-ils être mieux soutenus pour jouer leur rôle dans le programme de transformation numérique de l'Afrique ?

*Pour guider les discussions, le modérateur, **M. Desmond Mushi**, expert en économie et en politique publique, Fondation pour la recherche économique et sociale (ESRF), Tanzanie, a présenté le panel et rappelé les questions spécifiques à traiter.*

Rose Ngugi, Directrice exécutive de KIPPRA, Kenya, a commencé par remercier l'ACBF pour l'invitation et l'opportunité de participer au Sommet. Elle a présenté un bref résumé du mandat du Kenya Institute for Public policy and research analysis (KIPPRA) et de ce qu'il a fait au fil du temps. Le KIPPRA est un groupe de réflexion gouvernemental créé pour fournir des conseils et des preuves afin de soutenir la formulation des politiques au Kenya. Plusieurs exemples de la poursuite et de l'accomplissement de ce mandat ont été rappelés. En particulier, et de manière très instructive pour l'objet de la session, il a été révélé que KIPPRA a mis en place divers projets en collaboration avec d'autres institutions pour mieux comprendre l'occurrence de la transformation numérique. Des

études sur *FINTECH* (programmes informatiques et autres technologies utilisées pour comprendre ou permettre les services bancaires et financiers), et Smart Cities (dans le contexte de l'urbanisation et de l'apprentissage numérique), la création d'un comité pour faire avancer l'Agenda sur la science, la technologie et l'innovation (STI) et servir de plateforme d'échange de vues entre les parties prenantes, et la participation à plusieurs débats et initiatives politiques sur la numérisation et la technologie numérique ont été soulignés.

S'agissant plus précisément de ce que les groupes de réflexion peuvent faire pour favoriser la transformation numérique en Afrique et améliorer leur durabilité, M. Ngugi a estimé que les groupes de réflexion devraient investir dans les bons outils pour les réunions virtuelles, les téléconférences et les technologies électroniques en général. En outre, les groupes de réflexion devraient s'adapter à la manière dont les données sont collectées, car il est devenu évident que les données peuvent être collectées par des moyens virtuels et par des plateformes numériques. Les groupes de réflexion sont également invités à accroître leur visibilité en tirant parti des dispositifs et technologies numériques pour diffuser et promouvoir leurs activités de recherche et leurs résultats. Enfin, les groupes de réflexion devraient veiller à l'intégration des personnes handicapées dans la société par le biais de moyens et de plateformes numériques.

M. Enrique Mendizabal, directeur de On Think-Thank, a articulé ses contributions autour de réflexions tirées de son travail dans des institutions du monde entier, et des leçons apprises. Il a notamment relevé les engagements pris sur la question de la transformation numérique, principalement en matière de communication, en effectuant des recherches de différentes manières et en se concentrant sur la transformation numérique en tant que sujet de recherche. Il a noté que, de plus en plus, les groupes de réflexion commencent à s'adresser à un plus grand nombre de parties prenantes qu'auparavant. L'étude de Chatham House sur l'attitude des pays face à la pandémie de la Covid-19 et son impact en est une illustration. Il a également noté que les groupes de réflexion travaillent de plus en plus avec des organisations avec lesquelles ils sont à l'aise. Il a toutefois souligné la nécessité pour les groupes de réflexion locaux d'entrer davantage en contact avec leurs homologues d'autres pays.

En ce qui concerne la manière de mieux soutenir les groupes de réflexion en Afrique, M. Mendizabal a demandé aux bailleurs de fonds internationaux de la recherche de ne plus se concentrer sur les institutions de recherche du monde occidental, mais sur celles d'autres régions du monde. En outre, le soutien financier ne devrait pas se limiter aux projets, mais devrait également porter sur le renforcement des capacités et le développement, tout en accordant une attention particulière à la prochaine génération de groupes de réflexion et pas seulement aux groupes de réflexion de haut niveau.

Le Professeur Jean-Christophe Bounboua Bazika, Directeur exécutif du CERAPE, Congo, a remercié l'ACBF pour sa participation au Sommet et a présenté son discours introductif sur son organisation, à savoir le Centre de recherche sur les analyses et les politiques économiques (CERAPE). Il a ensuite indiqué spécifiquement la Stratégie du CERAPE pour développer l'économie numérique au Congo en termes de partage des connaissances grâce aux outils numériques, ce que le gouvernement

peut faire pour faciliter une meilleure participation des citoyens dans l'économie numérique et comment renforcer les groupes de réflexion. Le CERAPE reconnaît l'importance de l'économie numérique et a mené des recherches et études sur la numérisation et produit des bulletins d'information pour diffuser les résultats et les informations en ligne.

Les études du CERAPE visent également à contribuer à la formation nécessaire en matière de numérisation et de technologie numérique, dans un contexte où les outils et la technologie numériques sont encore insuffisants au Congo. De nombreux citoyens ne disposent pas d'outils numériques tels que des ordinateurs, une connexion internet, etc. Il a noté que les groupes de réflexion devraient faire beaucoup, compte tenu des situations décourageantes auxquelles sont confrontés, le gouvernement, les entreprises et les organisations de la société civile en termes d'utilisation des technologies numériques, et les entrepreneurs en général en Afrique avec des connaissances et des compétences pour adopter les technologies numériques. Toutefois, il a noté que les groupes de réflexion devraient être soutenus par des équipements TIC et par le renforcement des capacités, en particulier pour les jeunes groupes de réflexion, en matière d'acquisition de compétences numériques.

Paul Kariuki, directeur exécutif du Programme de développement de la démocratie en Afrique du Sud, a indiqué dans son exposé que l'Afrique est un continent riche en opportunités - politiques et socio-économiques - qui peut tirer le meilleur parti de la transformation numérique et que pratiquement tous les secteurs peuvent être transformés numériquement. Ainsi, la transformation numérique est un moteur essentiel pour une croissance innovante, inclusive et durable. En effet, les innovations et la numérisation sont des instruments puissants pour stimuler la création d'emplois et contribuer à la réduction de la pauvreté, à la réduction des inégalités, à la facilitation du commerce, à la réduction de la fracture numérique et à la réalisation de l'Agenda 2063 et des Objectifs de développement durable (ODD). Compte tenu du rythme actuel de l'adoption des technologies sur le continent, l'Afrique est prête à sauter le pas et à tirer parti des possibilités de développement socio-économique offertes par la transformation numérique. Conscients de ces opportunités et de l'immense potentiel de renforcement de leurs économies, les dirigeants de la plupart des pays d'Afrique donnent la priorité à la transformation numérique en allouant des ressources et en élaborant des cadres politiques pertinents pour soutenir la numérisation. Il a également noté de manière instructive que l'Afrique dispose d'un potentiel considérable dans certaines dimensions importantes. Il s'agit notamment du fait que l'Afrique possède 60 % des terres arables non cultivées du monde, que 23 % de la superficie de l'Afrique est constituée de forêts, qu'elle possède 75 % des gisements mondiaux de platine, 50 % des diamants et des pierres précieuses, 50 % du chrome, 20 % des gisements d'or et d'uranium, et que la population africaine de moins de 18 ans sera d'un milliard d'habitants d'ici 2050. Cependant, l'Afrique est confrontée au défi structurel socio-économique de la transition de l'ère agricole à l'ère industrielle et à l'ère de l'information.

La vue d'ensemble de la transformation numérique en Afrique a été soulignée en termes d'impératifs de la transformation numérique et en s'appuyant sur les initiatives et cadres de développement socio-économique existants pour s'aligner sur les priorités de l'Union africaine (UA). Les principaux objectifs de la transformation numérique sur le continent, tels qu'ils ont été identifiés, sont de créer une société numérique intégrée et inclusive axée sur l'amélioration de la qualité de

vie des Africains, de renforcer les secteurs économiques existants, de promouvoir la diversification et le développement économiques, de faire en sorte que le continent devienne un producteur et non un consommateur de biens et de services dans l'économie mondiale et de réduire la fracture numérique.

La transformation numérique est principalement soutenue par la pénétration de l'internet. Cependant, la pénétration de l'internet est la plus faible en Afrique, à 43 %, par rapport au reste du monde, où elle est d'environ 69 %. L'expérience des groupes de réflexion en matière de production de connaissances à l'ère de la Covid-19 indique qu'il est indispensable de s'adapter à l'évolution des contextes opérationnels pendant et après la Covid-19.

Les principaux enseignements tirés de l'extérieur de l'Afrique qui peuvent être adaptés au contexte continental comprennent l'acceptation du changement, la collaboration avec des organisations partageant les mêmes idées, le partage des ressources, l'établissement de systèmes de soutien, l'exploitation maximale de la technologie, la prudence financière, les partenariats pour la durabilité à long terme et la flexibilité pour s'adapter à l'évolution du contexte opérationnel afin de rester pertinent et efficace.

Le Dr Kariuki est convaincu que les groupes de réflexion ont un rôle majeur à jouer dans le programme de transformation numérique en Afrique. Il a énuméré le rôle que les groupes de réflexion peuvent jouer pour aider les principales parties prenantes à utiliser les solutions numériques pour la transformation socio-économique. Il s'agit notamment d'être le fer de lance de l'utilisation de la technologie, de l'utilisation de la technologie pour créer des solutions aux défis sociétaux, de soutenir le développement des compétences en matière de TIC de manière non discriminatoire dans toute la société, de soutenir l'utilisation continue d'informations fondées sur des preuves pour informer et soutenir les processus de prise de décision et d'élaboration des politiques, et de s'engager continuellement auprès de la clientèle des groupes de réflexion.

Pour aider les groupes de réflexion à remplir leurs responsabilités, l'accent a été mis sur la nécessité de les soutenir de plusieurs manières, notamment par le renforcement des processus d'élaboration des politiques pour soutenir l'utilisation des TIC, la mobilisation des ressources - philanthropie locale et financement externe, la collaboration avec d'autres groupes de réflexion en Afrique et à l'étranger en formant des partenariats ingénieux, la réaffectation des dépenses - en dirigeant les ressources vers les aspects pertinents des opérations, l'investissement dans le développement des ressources humaines des groupes de réflexion - bourses d'études et possibilités d'échange entre pairs, etc. - et en investissant dans les jeunes en tant que population clé pour la transformation numérique en Afrique.

Les nombreuses opportunités et possibilités pour les groupes de réflexion dans l'ère post-Covid-19 ont ensuite été identifiées. Il s'agit de renforcer la production et l'utilisation des données en tant que preuves, de tirer parti de l'utilisation des technologies numériques pour la collecte et le traitement des données, et de s'associer au gouvernement dans un rôle complémentaire - en fournissant des informations fondées sur des preuves et en aidant à la formulation et à la mise en œuvre

des politiques. Il s'agit également de mobiliser des ressources - philanthropie locale et financement externe - en investissant dans l'acquisition de compétences pour les entrepreneurs numériques en Afrique, en collaborant avec d'autres groupes de réflexion en formant des partenariats ingénieux, et en s'assurant le soutien du secteur privé - financement pour l'investissement dans le développement des compétences, les opportunités de co-apprentissage et l'utilisation prudente des ressources financières et humaines.

En conclusion de l'exposé, plusieurs déclarations instructives et inspirantes ont été faites. Il convient de noter que « l'Afrique est engagée dans une course contre la montre – on constate un sentiment d'urgence à accélérer le programme de transformation numérique pour être au même niveau que le reste du monde ».

M. Boubacar Macalou, expert en développement des capacités, Mali, a commencé son exposé en remerciant l'ACBF pour l'opportunité de participer au Sommet. Il a indiqué que son exposé portera sur le partage de ses expériences et connaissances du Mali et du monde entier. L'expérience du Mali a montré que l'établissement d'une banque de données a réduit la difficulté d'une base de données pour l'élaboration de politiques et a indiqué la nécessité de renforcer les capacités de toutes les parties prenantes en utilisant de manière optimale les informations contenues dans la banque de données. Il a également souligné la nécessité de compléter la mise en place de la banque de données par un soutien technologique approprié, des processus et des changements organisationnels pour rendre le programme de transformation numérique réalisable et durable.

Mme Juliet Ehimuan, directrice de Google Afrique de l'Ouest, qui a prononcé le discours d'ouverture de la session, a souligné le rôle important de la transformation numérique dans la croissance économique et le développement, et la façon dont elle est devenue de plus en plus importante. Elle a donc insisté sur la nécessité de combattre les différents défis de l'Afrique et de renforcer le cadre de coordination de la formulation et de la mise en œuvre des politiques. Elle a énuméré le rôle des gouvernements des pays africains dans la promotion du partenariat avec le secteur privé, notamment en encourageant l'innovation, en garantissant un accès à l'internet et une connectivité à faible coût et en aidant les groupes de réflexion à offrir des conseils de qualité. Elle estime que les groupes de réflexion ont beaucoup à offrir dans le cadre de la transformation numérique. Elle a notamment noté que la perception de l'Afrique est passée de faible à élevée grâce au rôle des groupes de réflexion. Certains des défis auxquels sont confrontés les groupes de réflexion en Afrique ont été énumérés. Il s'agit notamment d'une dépendance excessive à l'égard des financements externes, d'une indépendance et d'une autonomie limitées (en particulier en termes d'espace et de liberté pour déclarer les résultats de leurs recherches sans influence et/ou suppression), d'une faible perception interne du rôle des institutions spécifiques des groupes de réflexion, de la faible qualité du travail et des problèmes de capacité des groupes de réflexion et des institutions, même si certains d'entre eux effectuent des recherches de bonne qualité. Cependant, elle a noté qu'un bon nombre de ces institutions ne répondent pas aux normes attendues et n'ont donc que peu ou pas d'impact sur les décideurs politiques et le public. En outre, elle estime qu'un certain nombre de groupes de réflexion luttent pour être reconnus et pour obtenir la position leur permettant d'exercer le bon type d'impact et d'influence sur les décideurs politiques. D'où leur capacité limitée à forger des partenariats significatifs et durables avec les parties prenantes concernées.

Dans son discours final, elle a invité les groupes de réflexion et leurs institutions à renforcer leur partenariat stratégique pour améliorer le financement, à être plus axés sur les données et les faits, à formuler des recommandations politiques audacieuses et cohérentes, et à développer une logistique de renforcement des capacités afin de garantir la disponibilité perpétuelle d'une masse critique de groupes de réflexion possédant les compétences requises.

5.6. Établir des partenariats et des mécanismes de coordination pour soutenir la transformation numérique en Afrique

Le succès de l'Afrique à l'ère numérique dépend de la manière dont les principales parties prenantes et les principaux acteurs se procurent et communiquent des informations de bonne qualité et accessibles sur la transformation numérique. Une telle entreprise nécessite de nouer des relations avec des partenaires qui détiennent ces informations et ces connaissances, possèdent l'expertise technique ou mobilisent les ressources financières nécessaires pour soutenir la transformation numérique. Par conséquent, les questions suivantes ont été examinées dans le cadre de ce sous-thème :

- a) Quels mécanismes de coordination sont nécessaires pour soutenir la transformation numérique de l'Afrique ?
- b) Quel type de partenariat peut-on tirer du Sommet pour soutenir l'élaboration d'un programme complet de développement des capacités pour la transformation numérique, et quel rôle chaque partie prenante et partenaire peut-il jouer dans le processus ?
- c) Quelles actions immédiates devraient être prises par chaque groupe de parties prenantes pour soutenir la mise en œuvre du programme de numérisation de l'Afrique ?

Le Dr Christiane Abu Lehaf, directrice principale, Coopération internationale, Afreximbank, a modéré la session. Elle a commencé par exprimer sa reconnaissance pour avoir été autorisée à participer au sommet, et en particulier à modérer la session. Elle a fait un rapide récapitulatif de l'objectif et des questions pour les discussions.

M. Adeyinka Adeyemi, conseiller principal, Centre africain pour la politique commerciale, CEA, a commencé son exposé par un appel à la nécessité de clarifier la nomenclature de la « transformation » et d'être humble dans son approche. Il a attiré l'attention et a demandé que l'on se souvienne depuis combien de temps la « transformation économique » de l'Afrique se poursuit. Il a suggéré quatre impératifs pour promouvoir la numérisation : (i) pousser à l'achèvement des négociations sur le commerce électronique ; (ii) forger de larges partenariats pour améliorer la pénétration du haut débit en Afrique ; (iii) déployer la numérisation pour améliorer le commerce, la paix, la sécurité et le développement ; et (iv) se préparer aux conséquences involontaires de la transformation numérique rapide. Les partenariats devraient être larges et inclure les innovateurs, les utilisateurs et les victimes de la numérisation : groupes de femmes (notamment dans le commerce transfrontalier informel), groupes de jeunes, gouvernements, entreprises, sociétés de technologie, jeunes innovateurs et passionnés de technologie.

Pour une coordination efficace, il a conseillé à l'ACBF de mettre en place un panel représentatif pour travailler, dans un délai d'un à trois mois, en veillant à ne pas dupliquer les mécanismes existants et en développant des synergies et des complémentarités lorsque cela est possible.

M. Chang Hao, Directeur général adjoint, ICC-NDRC, Chine a remercié l'ACBF de les avoir invités, lui et son organisation, à participer au Sommet. Il a ensuite énuméré les différentes façons dont le gouvernement chinois, et en particulier son institution, peuvent aider l'Afrique dans son programme de transformation numérique. Il a exprimé la volonté de la Chine de partager ses expériences avec l'Afrique dans le cadre d'un forum économique Chine-Afrique, ainsi que la volonté de l'ICC-NDRC d'organiser et de participer à des tables rondes avec des entrepreneurs.

M. Sameh Hussein, Reverse Linkage Section, Banque islamique de développement (BISD), a présenté un exposé organisé autour du partenariat bilatéral dans la transformation numérique, la coordination multilatérale, et le rôle des groupes de réflexion.

Le partenariat bilatéral dans la transformation numérique est considéré comme étant rentable pour trois raisons. Le premier est son *faible coût par rapport à d'autres secteurs*. Il a déclaré que le transfert d'une solution de développement - qui repose sur les TIC - d'un pays africain à un autre ne nécessite qu'un investissement minimal en actifs fixes, alors que d'autres secteurs tels que l'agriculture, la gestion des ressources en eau, l'énergie, les équipements et les travaux de génie civil sont nécessaires. Le deuxième est *l'impact élevé sur chaque personne*. Même les personnes ayant des besoins particuliers sont des utilisateurs potentiels d'un système informatique, ce qui est différent des autres secteurs où l'expertise acquise dans un autre pays est bénéfique à certains spécialistes du secteur. La troisième raison est qu'il s'agit d'une *situation gagnant-gagnant*. Grâce au partenariat, un pays obtient un système informatique éprouvé pour relever un défi en matière de développement. L'autre pays déploie ce système dans un nouvel environnement commercial pour le rendre plus robuste.

M. Hussein a identifié les secteurs privé et public comme étant ceux qui devraient établir des partenariats. Le secteur privé, qu'il considère comme étant en pleine croissance, devrait former des partenariats en termes de projets communs, de fusions et d'acquisitions, de licences technologiques, tandis que le secteur public se concentre sur une alliance stratégique visant à résoudre des problèmes sociaux communs. Les domaines de partenariat entre le secteur privé et le secteur public comprennent les contenus électroniques, les systèmes informatiques et la connectivité afin de saisir les opportunités offertes par la technologie numérique et de relever efficacement les défis qui y sont associés pour promouvoir les TIC au service du développement inclusif et de la compétitivité nationale. En termes plus spécifiques, le partenariat devrait couvrir l'utilisation des TIC comme canal de partage de l'expertise, la collaboration pour le développement de systèmes TIC et la collaboration pour le développement des capacités humaines.

Les mécanismes de coordination multilatérale qui pourraient être envisagés comprennent (a) la création de mécanismes de financement régionaux dans le moule du Fonds européen de développement régional (FEDER, 2014-2020), du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE,

2021-2027), du Programme pour une Europe numérique (PEN, 2021-2027), et de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR, 2021-2026) ; (b) la facilitation de la réutilisation et de l'interopérabilité des systèmes informatiques entre les pays ; et (c) l'engagement d'échanger certaines informations électroniques.

Afin de favoriser ces partenariats et ces mécanismes de coordination pour soutenir la transformation numérique, M. Hussein recommande aux groupes de réflexion africains de prendre les mesures suivantes : (i) identifier et partager des exemples pratiques de partenariats pour réaliser la transformation numérique, notamment dans les domaines de la santé, de l'inclusion financière et de l'éducation ; (ii) faciliter la mise en place d'un mécanisme de coordination multipays tout en bénéficiant de l'expérience de l'Union européenne ; et (iii) entreprendre un exercice de prospective technologique pour donner des conseils sur les technologies à privilégier, en termes de déploiement et de recherche.

Dr Arthur Minsat, chef d'unité pour l'Afrique et le Moyen-Orient et économiste principal, Centre de développement de l'OCDE a parlé des principaux blocs de la transformation numérique, qui sont souvent classés en grandes catégories, à savoir les plateformes technologiques et les capacités organisationnelles. Les plateformes technologiques comprennent l'ossature opérationnelle, la plateforme numérique et la plateforme de développement externe. Les capacités organisationnelles sont le partage de la connaissance du client et un cadre de responsabilité. Il a donc préconisé des partenariats entre les gouvernements et les secteurs privés au sein des pays, entre les gouvernements d'Afrique et entre l'Afrique et le reste du monde. Selon lui, l'essentiel de ces partenariats devrait être axé sur les investissements dans les infrastructures essentielles, la science, la technologie et l'innovation afin de faciliter la participation de la majorité de la population, quels que soient les lieux et les couches sociales, pour qu'elle ait accès aux appareils, aux plateformes et aux technologies nécessaires, ainsi que sur le renforcement des capacités afin de combler le large fossé observé en matière de connaissances et d'utilisation du numérique.

Il a fait part d'expériences éclairantes sur la manière dont l'Europe a abordé et fait progresser sa transformation numérique et sur la manière dont elle pourrait aider l'Afrique. Pour conclure, il a exprimé l'empressement et la volonté de l'OCDE d'aider l'Afrique dans sa quête de transformation numérique par tous les moyens possibles.

Mme Anne Rita Ssemboga, chargée de programme, Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique a remercié l'ACBF pour l'organisation du Sommet et de l'avoir invitée à présenter un exposé dans lequel elle a d'abord examiné l'impact de la pandémie la Covid-19 et la nécessité de l'Agenda de transformation numérique comme une opportunité pour mieux reconstruire afin d'opérer un grand bond.

Selon elle, la Covid-19 a augmenté l'utilisation des appareils, plateformes et technologies numériques en Ouganda. Elle a donc préconisé l'investissement public dans les infrastructures pour renforcer la transformation numérique, non seulement comme un moyen de collecter des taxes et recettes, mais aussi pour identifier les éléments de base nécessaires à la transformation numérique (en termes de politique définie, de financement et de partenariats, de coordination à tous les

niveaux et parties prenantes et de renforcement des capacités en tant que question transversale). La nécessité d'identifier qui devrait être en position de leader et quelle stratégie adopter a également été soulignée.

Elle a plaidé en faveur d'une approche coordonnée de toutes les parties prenantes pour la transformation numérique en s'engageant dans une cartographie appropriée de ce qui a été fait à tous les niveaux pour un partage adéquat de l'information. Elle a souligné les discussions détaillées sur ce que son organisation fait pour favoriser un cadre national et continental coordonné vers la transformation numérique.

Dr Tshepelayi Kabata, conseiller technique auprès du Directeur général de la BADEA a commencé son exposé en soulignant que la Covid-19 a donné une leçon très audacieuse sur l'effet de la transformation numérique. Par conséquent, les impératifs et l'importance de la transformation numérique ne peuvent être à nouveau négligés. Il a ensuite présenté les perspectives du mandat de la BADEA en tant qu'institution financière et comment elle a contribué à l'Agenda de la transformation numérique. En particulier, il a mentionné la collaboration au projet Smart Africa, une initiative menée par l'Union africaine pour soutenir les plateformes rurales et le renforcement des capacités. Il s'est fermement exprimé sur les priorités clés de la transformation numérique. La première est la fourniture d'infrastructures, compte tenu notamment de l'accès limité à l'internet en Afrique. La deuxième est la réduction de la fracture numérique et des inégalités entre hommes et femmes. La troisième est la coopération entre les institutions financières et, enfin, les solutions financières innovantes pour financer les projets d'infrastructure TIC.

5.7. Session des jeunes groupes de réflexion

Cette session interactive a été menée par de jeunes groupes de réflexion à travers l'Afrique, pour partager des idées et discuter de propositions sur la façon dont les actions actuelles, telles que l'exploration de nouveaux modèles de travail, l'attraction et le développement de nouvelles compétences, et le positionnement des organisations pour s'engager avec de nouvelles parties prenantes et de nouveaux publics, peuvent nous équiper pour mieux répondre aux défis futurs. La session a exploré les principales questions politiques que les groupes de réflexion de l'avenir devront aborder concernant la transformation numérique et a présenté des idées novatrices de la part des participants sur la manière de renforcer la position des groupes de réflexion à la fois dans la région, dans l'hémisphère Sud et dans des débats mondiaux plus larges.

La session était modérée par **Mme Andrea Baerti**, coordinatrice de On Think-Tank, et co-organisée par l'OTT et la Southern Voice. La modératrice a présenté l'objectif de la session, qui est de permettre aux jeunes penseurs de partager leurs réflexions sur l'avenir des groupes de réflexion. Elle a indiqué que les orateurs partageraient leurs idées sur ce à quoi ressembleront les groupes de réflexion à l'avenir et comment ils peuvent se préparer aux changements imminents.

La session s'est montrée particulièrement intéressée par la voix des jeunes groupes de réflexion,

car ce sont eux qui travailleront sur ces questions à l'avenir et ils devraient contribuer à orienter la discussion pour déterminer si des modèles de travail différents sont nécessaires. Quelles sont les nouvelles compétences sur lesquelles les groupes de réflexion devraient se concentrer ? Quelles sont les compétences sur lesquelles ils devraient se concentrer, partager leurs idées sur la façon dont les organisations devraient se positionner pour s'engager avec les différentes parties prenantes, et quelles sont les questions politiques clés que les groupes de réflexion du futur devront aborder concernant la transformation numérique ?

M. Regean Mugume, analyste de recherche, EPRC-Ouganda, dans son intervention, a souligné les questions clés que les groupes de réflexion devraient aborder à l'avenir en mettant l'accent sur la perspective économique. Il s'agit notamment de la population, de la manière d'exploiter le dividende démographique, étant donné que l'Afrique connaîtra une croissance démographique, une migration et une urbanisation rapides, et de la manière de mieux servir la population. Le développement du capital humain, l'éducation, la santé et la prestation de services occuperont également une place importante.

M. Bakang Ntshingane, chargé de programme, Southern Voice, a souligné les discussions de la dernière conférence de la Southern Voice sur la population et son implication sur les pays en développement en Afrique et en Asie, et comment les gouvernements de ces pays peuvent exploiter le dividende démographique, la migration et les contrecoups de la pandémie de la Covid-19.

Mme Jackline Kagume, chargée de programme, IEA Kenya, a estimé que les groupes de réflexion devraient voir la possibilité de traiter des défis politiques abstraits. La pandémie de la Covid-19 a montré qu'ils seraient toujours capables d'anticiper les défis et de prévoir ou d'élaborer des solutions qui peuvent répondre à des défis abstraits. Elle est également d'avis que les groupes de réflexion se concentreront davantage sur des questions telles que la justice environnementale et la justice sociale.

Le public a répondu à la question de savoir sur quoi les groupes de réflexion devraient se concentrer, certains s'alignant sur les avis des panélistes. Ils ont mentionné, entre autres, diverses questions telles que le changement climatique, la réforme de l'éducation, l'engagement des jeunes, la prolifération d'ordinateurs abordables, l'accès aux compétences et l'utilisation de plateformes numériques pour les femmes dans les affaires.

Le modérateur a demandé comment les groupes de réflexion devraient se préparer à l'inattendu à la lumière de la pandémie de la Covid-19. Mme Jackline a répondu à la question en déclarant que la première étape consiste à exploiter les diverses ressources numériques dont disposent les groupes de réflexion pour mettre en œuvre leur travail. La capacité de prendre conscience des ressources disponibles et de les utiliser pour faire avancer le mandat des groupes de réflexion. Par exemple, une partie du mandat de base est la recherche et l'engagement politique. Il s'agit donc essentiellement d'utiliser les outils numériques pour élargir le champ d'action pour ce qui est de l'engagement et d'atteindre les décideurs politiques, étant donné que les mouvements physiques ont été limités, mais en utilisant les ressources pour s'assurer qu'ils peuvent atteindre un large public. En outre,

les groupes de réflexion devraient explorer la meilleure façon de traiter et de faire partie d'équipes multidisciplinaires. La Covid-19 a montré que le fait de se concentrer sur une seule expertise au sein d'une institution ne permet forcément pas de trouver les solutions les plus inclusives.

M. Reagan a déclaré que les groupes de réflexion devraient forger davantage de partenariats, non seulement avec les quelques parties prenantes, mais aussi avec les espaces publics et privés. Ces partenariats avec le secteur privé garantiront l'accès à davantage de données, de ressources et de durabilité.

À la lumière de la pandémie, les groupes de réflexion devraient développer de nouvelles méthodes de travail et établir des partenariats pour l'utilisation des ressources. Ces ressources ne se limitent pas à des fonds, mais comprennent des données permettant d'effectuer des recherches opportunes qui éclaireront les politiques. En outre, les groupes de réflexion devraient utiliser des dialogues publics virtuels pour fournir des solutions au public.

M. Bakang, en accord avec les deux co-panélistes, a partagé son expérience dans son travail avec la Southern Voice qui lui a permis de voir comment de nombreux groupes de réflexion se sont adaptés à la pandémie de la Covid-19. Le point essentiel est que les groupes de réflexion devraient s'adapter en permanence, faute de quoi ils perdent toute pertinence.

Mme Gabrielle Alves, une chercheuse, a contribué à la conversation à la lumière de son expérience au Brésil. Elle a affirmé que l'exclusion numérique est présente dans la vie d'environ 46 millions de personnes et a suggéré que les groupes de réflexion veillent à ne pas reproduire l'exclusion physique dans le monde numérique.

Le modérateur a interrogé tous les panélistes et les participants sur ce que seront les groupes de réflexion à l'avenir. Les participants ont indiqué qu'ils attendaient des groupes de réflexion qu'ils soient futuristes, robustes, proactifs face aux problèmes actuels, numérisés et multidimensionnels.

M. Reagan a insisté sur le fait que les groupes de réflexion seront multidisciplinaires afin de rester pertinents et d'aborder les questions qui touchent le monde, au lieu de sacrifier la profondeur à la largeur.

En outre, en termes de recrutement, les groupes de réflexion emploieront des personnes aux compétences diverses. Traditionnellement, les groupes de réflexion recrutaient de nombreux universitaires en tant que chercheurs. À l'avenir, il est prévu que les groupes de réflexion recrutent de nombreux professionnels de divers domaines, en particulier des professionnels de la communication, des personnes douées pour la communication numérique et les médias sociaux tels que Twitter, LinkedIn et Facebook.

Les groupes de réflexion auront également davantage de partenariats stratégiques avec le gouvernement, mais aussi avec le secteur privé et les organisations de la société civile, afin d'étendre leur portée et de s'assurer qu'ils ont un impact.

En termes de recherche, la façon dont les groupes de réflexion mènent leurs recherches va changer pour refléter la demande de politiques, et de recherches, fondées sur des preuves. Les groupes de réflexion mèneront des recherches en temps réel en s'appuyant sur l'analytique, l'apprentissage automatique et l'internet des objets (IdO). Ils deviendront plus dynamiques dans leur façon de faire afin de pouvoir répondre au public et au gouvernement en temps réel.

M. Bakang s'est exprimé dans le contexte des groupes de réflexion africains qui naviguent sur des terrains difficiles : lutte pour les capacités, lutte pour le financement et lutte pour l'indépendance afin d'établir leur agenda, et de faire le travail qu'ils veulent faire. Il a noté que de nombreux groupes de réflexion en Afrique sont financés par le gouvernement et entretiennent toujours des relations de co-dépendance avec celui-ci. Il leur est donc difficile d'affirmer leur indépendance et de définir leur programme de recherche dans les communautés où ils travaillent.

À l'avenir, les groupes de réflexion africains seront indépendants, et pas seulement au sens formel, mais aussi au sens procédural. Le gouvernement aura un rôle à jouer dans les groupes de réflexion, mais il ne sera pas aussi influent qu'aujourd'hui. Il estime que les groupes de réflexion auront une relation très indépendante avec le gouvernement et qu'ils auront une relation réciproque et d'égal à égal.

Les groupes de réflexion de l'avenir seront le reflet direct du paysage social, politique et économique du monde et du continent. Du point de vue de la direction, les groupes de réflexion auront de bons dirigeants dotés de bonnes idées et de stratégies transformatrices pour les faire avancer, avec des plans de succession clairs et transparents pour permettre à davantage de jeunes de jouer un rôle actif.

Il estime que les groupes de réflexion ont un rôle plus important à jouer et un impact sur les communautés dans lesquelles ils opèrent, et qu'ils ont des liens directs avec les organismes intergouvernementaux continentaux et régionaux tels que la SADC, l'Union africaine et la CEDEAO.

Enfin, les groupes de réflexion joueront un rôle d'activiste pour compenser les nombreuses années d'impact économique et social, et combler le fossé entre les politiques et les preuves, ainsi que pour parler des politiques transformationnelles qui peuvent aider les pays à surmonter l'impact de la corruption dans la société.

Mme Jacklin pense qu'avec l'essor de la transformation numérique, les groupes de réflexion disposeront d'équipes plus inclusives, réparties sur différents sites géographiques. De plus, les groupes de réflexion investiront beaucoup dans la technologie et les compétences numériques de leur personnel, car de nombreux groupes de réflexion utiliseront l'espace numérique pour atteindre leurs

différents objectifs.

Le modérateur a noté que le fait de travailler avec différentes équipes à travers le monde a une incidence sur la diversité et l'inclusion. Une plus grande égalité des chances pour les femmes et des groupes plus diversifiés seront reflétés dans les groupes de réflexion. Elle estime que les groupes de réflexion de l'avenir devraient refléter la diversité du monde.

M. Reagan estime que de nombreux groupes de réflexion sont en train de se préparer pour l'avenir, c'est-à-dire de mieux se reconstruire. Deuxièmement, du point de vue de l'égalité de genre, le rôle des femmes devrait être mis en avant. Les femmes sont encore sous-représentées dans la plupart des groupes de réflexion. Pour que les groupes de réflexion aient un impact et favorisent un développement inclusif et durable, les femmes devraient être représentées équitablement.

Mme Jackline suggère que les groupes de réflexion soient incités à recruter des personnes appartenant à des groupes sous-représentés comme les femmes et les personnes handicapées.

En ce qui concerne la manière dont les groupes de réflexion devraient se préparer à l'avenir, M. Bakang suggère que les groupes de réflexion intègrent les jeunes dans différents aspects tels que la recherche, l'octroi de subventions et la communication. L'inclusion des jeunes devrait être délibérée, et non être une réflexion après coup. Il a noté que la technologie a changé la donne pour de nombreux chercheurs de l'hémisphère Sud, car ils ont désormais accès à des conférences internationales auxquelles ils ne pouvaient auparavant pas participer en raison de la difficulté d'obtenir des visas, des coûts de voyage, de l'hébergement et d'autres exigences. La technologie devrait être au premier plan de tout ce que font les groupes de réflexion, y compris la gouvernance et la recherche.

Les groupes de réflexion devraient renforcer leurs capacités internes, former leurs équipes à produire des résultats de recherche de haute qualité et à communiquer ces résultats d'une manière accessible et attrayante.

Le modérateur a conclu la session en soulignant l'impact positif de la technologie sur les groupes de réflexion.

6. SESSION DE CLÔTURE

Le huitième Sommet des groupes de réflexion africains sur la transformation numérique a permis d'évaluer les besoins, d'aplanir les obstacles et d'ouvrir la voie à une meilleure construction de l'Afrique après la Covid-19. L'ACBF a permis de discuter de thèmes pertinents et cruciaux pour la transformation numérique.

Les trois premières sessions de la première journée ont permis de mieux comprendre les concepts

clés et la situation actuelle et d'approfondir les initiatives visant à favoriser la transformation numérique en identifiant les politiques et les compétences essentielles nécessaires.

Mme Grace Kamilla-Kanjo, directrice des finances et de l'administration, ACBF, a lu le communiqué contenant les messages clés des deux jours du Sommet des groupes de réflexion africains de 2021.

Les représentants des groupes de réflexion africains, les délégués et les participants ont exprimé leur gratitude à l'ACBF et à ses partenaires pour avoir organisé le huitième Sommet des groupes de réflexion africains.

Ils affirment que la transformation numérique reste essentielle pour atteindre les objectifs fixés pour l'Agenda 2063 de l'UA et les Objectifs de développement durable (ODD). Les expériences et les études montrent que la transformation numérique permet d'économiser la direction, de fournir des biens et services plus efficacement, d'obtenir de meilleurs résultats dans tous les pays et régions. Trouver des solutions fonctionnelles et innovantes aux défis économiques et de mise en œuvre rencontrés par les nations africaines.

Les groupes de réflexion africains confirment qu'ils sont prêts à contribuer à l'action de l'Union africaine. Ils ont demandé à la Commission de l'Union africaine d'utiliser les services et l'expertise des groupes de réflexion africains pour fournir un soutien technique afin d'aider à identifier les pays africains où le soutien est le plus nécessaire et où des actions supplémentaires peuvent être requises.

Ils ont souligné que le manque de données fiables en Afrique pour une planification et une formulation des politiques fondées sur des données probantes afin de soutenir la transformation numérique sur le continent, compromet la conception des bonnes politiques et leur mise en œuvre. Ils ont appelé les pays africains à concevoir des politiques appropriées et fondées sur des données probantes pour la transformation numérique.

Les groupes de réflexion peuvent et devraient jouer un rôle essentiel et contribuer à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques, stratégies et plans de transformation numérique aux niveaux local, national, régional et continental. Ils ont exhorté les pays et institutions africains à utiliser les ressources intellectuelles et ont invité les groupes de réflexion africains à intensifier leurs activités de recherche et de conseil politique, de renforcement des capacités, de plaidoyer et d'assistance technique pour accélérer la transformation numérique de l'Afrique.

En ce qui concerne les partenariats, le consensus voulait que l'ACBF soit s'associer aux partisans du huitième Sommet des groupes de réflexion africains et aux groupes de réflexion africains pour développer un programme de renforcement des capacités numériques pour l'Afrique afin d'accélérer la transformation numérique du continent.

Les participants ont mis l'accent sur les problèmes de durabilité auxquels sont confrontés les groupes de réflexion africains, exacerbés par la pandémie de la Covid-19. Ils ont souligné la nécessité, pour la Banque africaine de développement, l'Union africaine et d'autres soutiens des groupes de réflexion, de travailler avec l'ACBF pour mobiliser des ressources adéquates exclusivement dédiées aux groupes de réflexion africains.

En conclusion, ils ont décidé de soutenir l'ACBF dans la poursuite de sa coordination des efforts des groupes de réflexion afin qu'ils travaillent ensemble pour relever les défis du développement de l'Afrique et ont exprimé leur engagement à se réunir à nouveau en 2022 pour faire le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des décisions du Sommet.

Ibrahim Assane Mayaki, PDG de l'AUDA-NEPAD, était représenté par **M. Martin Bwalya**, directeur de la gestion des connaissances et de l'évaluation des programmes de l'AUDA-NEPAD, qui a présenté sa réflexion sur le Sommet en tant qu'aspect important de l'Agenda de développement du continent. Il a félicité l'ACBF pour le succès du huitième Sommet des groupes de réflexion africains et a indiqué que les fondamentaux de la transformation numérique posent les bases de la prospérité de l'Afrique à travers des actions de transformation à la fois énormes et rapides pour soutenir l'économie numérique du continent. En outre, il a indiqué que la pertinence du thème du Sommet des groupes de réflexion africains de 2021 a permis d'établir une plateforme pour rallier la science et la connaissance de haut niveau afin de soutenir des choix politiques et d'investissement éclairés pour exploiter les innovations basées sur le numérique dans les initiatives nationales et régionales afin de répondre aux défis créés ou accentués par la Covid-19 pour mieux reconstruire.

Il a déclaré que la caractéristique de la prospérité devait englober ce qu'il a appelé les quatre « P » :

- 1) Les politiques - création de laboratoires de scénarios politiques pour modéliser les économies numériques afin de soutenir les politiques et les plans qui apporteront résilience et flexibilité aux pays africains, à leurs économies et à leurs habitants.
- 2) Les personnes - le besoin de développeurs de contenu et les niveaux d'éducation devraient être considérablement augmentés en tenant compte de la quatrième révolution industrielle, de l'intelligence artificielle et de l'opportunité d'un ensemble de compétences nouvelles et spécialisées, afin de tracer une voie pour l'infrastructure numérique et le contenu numérique.
- 3) Le processus - comprendre quel capital de connaissances est nécessaire pour assister à l'impact de l'économie numérique qui ne crée pas seulement des emplois, mais des emplois spécialisés destinés à aux jeunes talents qui sont prêts pour ce changement rapide.
- 4) Le potentiel - le potentiel de la numérisation est source de croissance pour nos économies en augmentant la productivité et la production du pays, ce qui lui permet de développer de nouvelles industries et de soutenir ses plans à long terme pour la prospérité de ses citoyens.

En conclusion, il s'est attardé sur l'énorme potentiel des partenariats qui devraient soutenir l'Afrique pour faire avancer la transformation numérique, notamment en travaillant avec les institutions clés pour mettre en commun les ressources sur la mise en œuvre des recommandations de ce sommet.

Dans son discours de clôture, **le Professeur Emmanuel Nnadozie**, Secrétaire exécutif de l'ACBF, a remercié la Commission de l'Union africaine, l'AUDA-NEPAD, la Banque africaine de développement, ainsi que le Bureau des conseillers spéciaux des Nations Unies en Afrique, et les autres représentants distingués des partenaires organisateurs qui ont fait du Sommet un succès.

Il a exprimé sa grande satisfaction quant au succès de deux jours incroyables d'engagement intense, d'illumination et d'exposés motivantes lors du huitième Sommet des groupes de réflexion africains, tout en soulignant que l'objectif principal était d'explorer les politiques et les modalités de mise en œuvre qui sont essentielles à la numérisation pour mieux construire les économies africaines pendant la période de la Covid-19, ainsi que l'après Covid-19.

Il a souligné que le Sommet avait atteint ses objectifs, comme en témoignent l'engagement de haut niveau, les interactions de qualité, ainsi que les brillantes actions politiques issues de cette rencontre prestigieuse. Il a salué l'occasion qui lui a été donnée d'entendre les jeunes penseurs et de s'informer sur l'avenir.

Le professeur Nnadozie a félicité tout le monde pour avoir reconnu le renforcement des capacités comme un catalyseur par lequel la transformation numérique peut être propulsée et la nécessité de concevoir un programme complet de développement des capacités qui peut répondre aux lacunes dans les différentes facettes de l'économie du continent. Il a assuré que l'ACBF, avec le soutien de ses partenaires, veillerait à ce que des mesures soient prises.

Il a noté que la politique est l'une des principales questions qui ont émergé du Sommet. Deux choses ont été soulignées : la première est de mettre en place la bonne politique. La seconde est la mise en œuvre des politiques. La mise en œuvre est la lacune à laquelle l'Afrique est confrontée, car elle nuit au développement et empêche les pays africains de passer de stratégies fantastiques à des résultats de développement visibles et souhaitables.

Il a souligné que la mise en œuvre d'une politique requiert des capacités plus que toute autre chose, car on peut avoir des moyens financiers sans compétence. Il a annoncé que l'ACBF continuerait à jouer trois rôles cruciaux à cet égard.

Le premier est d'aider à développer un programme crédible de développement des capacités numériques pour l'Afrique. Il a mentionné que l'ACBF est en train de le faire avec certains partenaires et invite d'autres à le rejoindre. Ce programme de développement des capacités contribuera à la Stratégie de transformation numérique de l'Afrique. Deuxièmement, l'ACBF poursuivra et intensifiera son travail de coordination des groupes de réflexion africains par le biais du réseau des groupes de réflexion africains. L'ACBF veillera à ce que la coordination soit approfondie et élargie

afin d'intégrer davantage de groupes de réflexion et de rendre le réseau plus efficace dans ses opérations. Il a mentionné le fait que l'ACBF a créé et soutenu plus de 50 groupes de réflexion en Afrique et qu'il accueille favorablement tout soutien pour aider à la construction du réseau.

Le Professeur Nnadozie a réitéré ce qu'il a dit à l'ouverture du Sommet, à savoir que l'ACBF a de nombreux partenaires distingués, bien dotés de milliards de dollars de ressources, qui devraient encore accepter de collaborer avec l'ACBF pour renforcer les groupes de réflexion africains, et s'assurer qu'ils disposent d'un financement prévisible, adéquat et durable pour les rendre plus pertinents, efficaces et durables. Il a appelé tout le monde à se joindre à l'ACBF pour aborder cette question critique de la viabilité financière des groupes de réflexion africains afin qu'ils puissent jouer efficacement leur rôle.

Troisièmement, l'ACBF contribuera à la cartographie et à l'analyse de ce qui se passe sur le terrain à différents niveaux. Elle travaillera avec les groupes de réflexion pour savoir qui fait quoi? Où et comment, ce qui constituera un premier pas vers de meilleurs mécanismes de coordination, conformément à l'appel lancé par de nombreux participants pour que l'ACBF puisse aider à l'exercice de cartographie ?

En conclusion, le professeur Nnadozie a reconnu le précieux partenariat de l'ACBF avec la Commission de l'Union africaine et l'AUDA-NEPAD et a recommandé la création et l'opérationnalisation d'un mécanisme efficace pour la mise en œuvre de la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique. Il a souligné que le moment est venu de mettre en œuvre la Stratégie et de suivre systématiquement sa mise en œuvre, comme l'ACBF l'a fait pour l'Agenda 2063 et d'autres initiatives continentales. Il a souligné que la Stratégie est une stratégie partagée. L'ACBF a contribué à sa conception, et elle poursuivra sa mise en œuvre.

La modératrice du Sommet, Mme Druscilla Mokosso Joki, a déclaré que le huitième Sommet des groupes de réflexion africains de 2021 a ouvert la voie à des opportunités pour mieux reconstruire l'Afrique. Elle a exprimé sa gratitude à l'ACBF pour son travail phénoménal.

7. CONCLUSION

La transformation numérique de l'Afrique est en cours, et elle crée des opportunités de changements transformationnels dans tous les secteurs économiques. Si l'Afrique est toujours en retard sur le reste du monde en termes de pénétration de l'internet, l'écart se comble rapidement. Depuis le début des années 2000, le nombre d'utilisateurs d'internet en Afrique a été multiplié par dix, alors qu'il a été multiplié par trois dans le reste du monde, selon le Fonds monétaire international. Des services financiers à l'énergie et à l'agriculture, la technologie numérique est mise à profit pour offrir un meilleur accès et inaugurer « l'avenir de tout » sur le continent.

La Covid-19 a mis en évidence le rôle que la numérisation peut jouer pour accroître la résilience des pays africains face aux crises systémiques. Les perturbations de l'ensemble des activités éco-

nomiques causées par la pandémie ont démontré hors de tout doute que la numérisation est devenue plus cruciale qu'auparavant pour l'Afrique, en particulier.

Bien que la numérisation soit reconnue comme le catalyseur de la transformation de l'Afrique, le continent est toujours à la traîne par rapport aux autres régions en ce qui concerne le rythme d'adoption des technologies numériques. Cette lenteur indique que la capacité, sous ses diverses formes, entrave la transformation numérique en Afrique.

Le Sommet des groupes de réflexion de 2021 a donc été l'occasion de disséquer les différents enjeux de la transformation numérique en Afrique et les moyens d'accélérer le rythme de son adoption.

Les participants ont applaudi et félicité l'ACBF pour le choix de la transformation numérique comme thème de cette année. Pour aller de l'avant, le Sommet a noté que l'accélération de la transformation numérique en Afrique impliquerait des actions sur plusieurs fronts. Le Sommet a réaffirmé l'importance d'établir des partenariats et des mécanismes de coordination pour soutenir la transformation numérique en Afrique. Le succès de l'Afrique à l'ère numérique dépend de la manière dont les principales parties prenantes et les principaux acteurs collaborent en mettant en commun leurs ressources et leurs compétences et en rendant compte régulièrement et de manière adéquate des résultats obtenus, sur la base de données factuelles. Les partenaires et les acteurs participant au Sommet des groupes de réflexion africains de 2021 se sont engagés à établir des relations afin de garantir le partage des informations et des connaissances, le développement de l'expertise technique et la mobilisation des ressources financières nécessaires pour soutenir la transformation numérique en Afrique. Les gouvernements du continent devraient s'efforcer d'être des catalyseurs de la technologie en élaborant des politiques de soutien à l'innovation. L'ACBF, en partenariat avec les partisans de ce sommet et les groupes de réflexion africains, est appelée à travailler ensemble pour développer des programmes de renforcement des capacités numériques pour l'Afrique afin d'accélérer la transformation numérique en Afrique. Le programme soutiendra la formulation et la mise en œuvre de politiques de numérisation dans les pays africains.

Cependant, acte a été pris de la profonde inquiétude que suscite le fait que les groupes de réflexion africains sont confrontés à des problèmes de durabilité exacerbés par la Covid-19. L'accent a donc été mis sur la nécessité de soutenir les groupes de réflexion africains et d'appeler la Commission de l'UA, la BAD et d'autres soutiens des groupes de réflexion à travailler avec l'ACBF pour mobiliser des ressources adéquates exclusivement dédiées aux groupes de réflexion africains. Les participants ont jugé impératif de renforcer les capacités des groupes de réflexion existants afin de s'assurer qu'ils prêtent attention aux domaines émergents tels que la numérisation et la ZLECAf, et de fournir le soutien nécessaire pour que des plateformes telles que le Réseau des groupes de réflexion africains et les Sommets des groupes de réflexion africains soient maintenues. Le Sommet a décidé de soutenir l'ACBF pour qu'il continue à assurer le leadership dans la coordination des efforts visant à rester engagé et à travailler ensemble pour contribuer efficacement à relever les défis du développement de l'Afrique, et que lorsque le Sommet se réunira à nouveau en 2022, il fera le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des décisions prises lors du Sommet de cette année (2021).

Annexe 1. Ordre du jour du Sommet des groupes de réflexion africains de 2021

Jeudi 9 décembre 2021 – JOUR 1 [11h00 – 16h00 here de Harare ; GMT +2]

Animatrices :

Mme Druscilla Mokosso Joki ; Editoraliste et Journaliste, CRTV
Mr. Vincent de Paul Atangana; Grand Reporter, CRTV

11:00 à 11:30 (GMT+2) – Séance d'ouverture (30 mins)

- Dr. Yeo Dossina ; Directeur per intérim, Développement économique, intégration régionale et commerce, Commission de l'Union africaine
- Prof. Kevin Chika Urama ; Économiste en chef par intérim et vice-président du Complexe Gouvernance économique et gestion des connaissances, Directeur principal, Institut africain de développement, Banque Africaine de développement
- Son Excellence Mme. Cristina Duarte ; Sous-secrétaire générale & Conseillère spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique, Nations Unies
- Prof. Emmanuel Nnadozie ; Secrétaire exécutif, ACBF

11:30 à 12:00 (GMT+2) – Discours inaugural

Mme Souhila Amazouz ; Chef de projet, Initiative de politique et de réglementation pour l'Afrique numérique (PRIDA) & Spécialiste Principale des Politiques, Division de la société de l'information, Commission de l'Union africaine

12:00 à 13:30 (GMT+2) – Session 1 – Comprendre la transformation numérique : état, implications et potentiel pour reconstruire l'Afrique en mieux (60 mins)

L'apparition de la pandémie de COVID-19 a prouvé sans aucun doute que la numérisation est devenue plus importante que jamais auparavant pour faciliter la transformation des économies africaines. Parmi les enjeux clés qui seront examinés dans ce sous-thème, citons les suivants : (a) Où en est la transformation numérique en Afrique ? (b) Quelles sont les opportunités/potentialités pour accélérer la numérisation en Afrique, à la lumière des effets du Covid-19 sur l'économie ? (c) Comment le COVID-19 a-t-il affecté la mise en œuvre de la transformation numérique de l'Afrique, notamment les stratégies nationales ? (d) Quels sont les efforts déployés et les différentes initiatives mises en place pour assurer l'utilisation des solutions numériques afin de reconstruire les économies africaines ?

Modérateur (5 mins)

Prof. Emmanuel Nnadozie ; Secrétaire exécutif, ACBF

Intervenants (8 mins par intervenant)

- Dr. Anthony Coleman ; Économiste principal et Senior Manager, Afreximbank
- Prof. Alban Ahoure ; Directeur, CAPEC, Côte d'Ivoire
- Mr. Tunde Fafunwa ; Conseiller principal, Centre numérique de l'UNECA & Directeur associé, Kitskoo Inc
- Mr. Ibukun Onitiju ; Directeur du numérique, Nestlé Afrique centrale et de l'Ouest
- Mme Camilla Rocca ; Directrice de recherche, Fondation Mo Ibrahim

Interactions avec les participants (45 mins)**13:30 à 13:40 (GMT+2) – Pause santé (10 mins)**

13:40 à 14:40 (GMT+2) – Session 2 – Initiatives pour stimuler la transformation numérique en Afrique : partage des expériences aux niveaux continental, régional et national (60 mins)

La plupart des pays africains disposent de documents d'agenda numérique et mettent en œuvre plusieurs interventions visant à contribuer à la transformation numérique du continent. Alors qu'au niveau continental une stratégie globale de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) a été introduite, les pays utilisent les technologies numériques et l'innovation pour transformer leurs économies. Dans ce sous-thème, l'on traitera les questions suivantes pour approfondir la compréhension et partager les expériences : (a) Comment le programme continental est-il mis en œuvre aux niveaux régional et national ? (b) Quelles sont les interventions connexes menées au niveau des Communautés économiques régionales ? (c) Quelles sont les expériences des pays dans l'utilisation des technologies numériques pour le développement économique ? (d) Qu'est-ce qui fonctionne et qu'est-ce qui doit changer dans l'approche de la numérisation en Afrique ? (e) Que pouvons-nous faire différemment pour accélérer la mise en œuvre des politiques de transformation numérique aux niveaux continental, régional et national ?

Modérateur (5 mins)

Mr. Yarik Turianskyi ; Directeur adjoint du programme, Gouvernance africaine et diplomatie, SAIIA, Afrique du Sud

Intervenants (8 mins par intervenant)

- Dr. Jonathan Pinifolo ; Responsable de l'inclusion financière numérique ; Conseil des entreprises du COMESA
- Mr. Karim El Aynaoui ; Président exécutif, Policy Center for the New South, Maroc
- Mr. Taurai Chinyamakobvu ; Partenaire et investisseur de Flocash Zimbabwe, Fondateur de Pazimba
- Dr. Issiaka Ballo ; Professeur assistant de linguistique, Université des Lettres, Bamako, Mali

Interactions avec les participants (23 mins)

14:40 à 15:40 (GMT+2) – Session 3 – Identifier les politiques adéquates et renforcer les capacités et les compétences essentielles nécessaires à la transformation numérique en Afrique (60 mins)

Bien que la numérisation soit reconnue comme le catalyseur de la transformation de l'Afrique, le continent est toujours à la traîne par rapport aux autres régions en ce qui concerne le rythme d'adoption des technologies numériques. Cette lenteur indique que la capacité, sous ses diverses formes, entrave la transformation numérique en Afrique. Il est essentiel de décortiquer la nature et la forme de ces défis en matière de capacités pour comprendre comment les principales parties prenantes de ce secteur se situent par rapport à ces questions clés. À cette fin, voici quelques-unes des questions clés qui seront abordées dans le cadre de ce sous-thème. (a) Quels sont les défis en matière de capacités auxquels sont confrontés les gouvernements, le secteur privé (y compris les PME) et les OSC dans l'appui à la transformation numérique ? (b) Quels sont les défis auxquels ces secteurs clés (gouvernement, secteur privé et OSC) sont confrontés dans le renforcement des capacités de transformation numérique ? (c) Quelles sont les options disponibles pour relever ces défis ? Quel est le dispositif politique approprié pour favoriser le renforcement des capacités de transformation numérique ? (d) Quels sont les besoins prioritaires en matière de capacités des principales parties prenantes (gouvernement, secteur privé et OSC), et comment ces capacités peuvent-elles être renforcées, conservées et soutenues pour une transformation adaptative ?

Modérateur (5 mins)

Dr. Thomas Munthali ; Directeur Général, Commission nationale de planification, Malawi

Intervenants (8 mins par intervenant)

- Mr. Tapiwa Ronald Cheuka ; Spécialiste des Politiques Commerciales, Commission de l'Union africaine
- Dr. Charles Nyuykonge ; Fondateur & Directeur, Peacebuilders Without Borders, Afrique du Sud
- Mme Elisa Saint Martin ; Analyste des politiques, Centre de développement de l'OCDE - Unité Afrique, OCDE
- Prof. Kgomo H. Moahi ; Vice-rectrice adjointe, Services académiques, Botswana Open University
- Mr. Bakary Kone ; Chef, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre & Directeur, Mobilisation des ressources, planification stratégique et partenariats, ACBF

Interactions avec les participants (10 mins)

FIN DE LA JOURNÉE 1 (RESUME)

- Mrs. Druscilla Mokosso Joki ; Editoralist & Journalist, CRTV
- Mr. Vincent de Paul Atangana ; Grand Reporter, CRTV

Vendredi 10 décembre 2021 – JOUR 2 [11h00 – 16h00 heure de Harare ; GMT +2]

Animatrices :

Mme Druscilla Mokosso Joki ; Grand Reporter, CRTC
Mr. Vincent de Paul Atangana; Grand Reporter, CRTC

11:00 à 12:00 (GMT+2) – Session 4 – Transformation numérique et santé publique : recherches récentes sur les enjeux de la lutte antitabac en Afrique (60 mins)

Avec COVID-19, il est évident que les interventions de santé numérique peuvent aider à atténuer les problèmes de portée et d'accès à travers diverses populations pour soutenir la lutte antitabac et améliorer la santé publique. Néanmoins, les cigarettes électroniques et les sondages/publicités en ligne sont une démonstration de l'utilisation innovante des solutions numériques par l'industrie du tabac. Des recherches sur diverses questions liées à la lutte antitabac en Afrique ont été menées par des think tanks. Quels ont été les principaux résultats et recommandations clés des études menées par les think tanks sur les questions de tabac en Afrique ? Quels sont les impacts socio-économiques de la morbidité due au tabagisme ? Quel est l'impact des mesures de lutte antitabac sur les moyens de subsistance ? Quelles sont les interventions entreprises par les pays africains pour soutenir les programmes de lutte antitabac et quels résultats commencent à apparaître ?

Modérateur (5 mins)

Dr. Barassou Diawara ; Expert principal en gestion des connaissances, ACBF

Intervenants (10 mins par intervenant)

- Dr. Mariam Kadzamira ; Fondatrice et Directrice, Youth Enterprise Services (YES), Malawi
- Dr. Gibson Chigumira ; Directeur exécutif, ZEPARU, Zimbabwe
- Dr. Chukwuka Onyekwena ; Directeur exécutif, CSEA, Nigeria

Interactions avec les participants (25 mins)

12:00 à 13:00 (GMT+2) – Session 5 – Rôle des think tanks dans la promotion de la transformation numérique en Afrique et l'amélioration de leur viabilité (60 mins)

Les think tanks, compte tenu de leur mandat et de leur rôle, pourraient apporter une contribution significative en apportant des solutions à certains des problèmes identifiés et en soutenant la mise en œuvre du programme de transformation numérique de l'Afrique. Les questions spécifiques à traiter dans le cadre de ce sous-thème sont les suivantes : (a) Quelle a été l'expérience des think tanks dans l'information du débat public sur la transformation numérique par la production de connaissances, le partage et le plaidoyer ainsi que le renforcement des capacités, avec une référence à la communication, à la diffusion et à l'utilisation des connaissances générées par les bénéficiaires ciblés ou les consommateurs de connaissances ? (b) Quels sont les principales leçons qui peuvent être tirées de pays autres que les pays africains et qui peuvent être adaptés au contexte africain, afin d'améliorer l'adoption et l'utilisation des résultats de la recherche sur la transformation numérique ? (c) Quels rôles les think tanks peuvent-ils jouer pour aider les principales parties prenantes (gouvernement, secteur privé, PME et OSC) à utiliser les solutions numériques pour la transformation socioéconomique des pays africains ? (d) Comment les think tanks peuvent-ils être mieux soutenus pour jouer leur rôle dans le programme de transformation numérique de l'Afrique ?

Modérateur (3 mins)

Mr. Desmond Mushi ; Economic and Public Policy Expert, ESRF, Tanzanie

Discours d'ouverture – Mme Juliet Ehimuan ; Directrice, Google Afrique de l'Ouest (12 mns)

Intervenants (7 mins par intervenant)

- Dr. Rose Ngugi ; Directrice exécutive, KIPPRA, Kenya
- Mr. Enrique Mendizabal; Directeur, On Think Tanks
- Prof. Jean-Christophe Boungou Bazika ; Directeur exécutif, CERAPE, Congo
- Dr. Paul Kariuki; Executive Director, Democracy Development Program, South Africa
- Mr. Boubacar Macalou; Coordonnateur de Programmes, GRAD, Mali

Interactions avec les participants (10 mins)

13:00 à 13:10 (GMT+2) – Pause santé (10 mns)

13:10 à 14:10 (GMT+2) – Session 6 – Établir des partenariats et mécanismes de coordination pour soutenir la transformation numérique en Afrique (60 mins)

Le succès de l'Afrique à l'ère du numérique dépend de la manière dont les principales parties prenantes et acteurs recherchent et communiquent des informations de bonne qualité et accessibles sur la transformation numérique. Une telle entreprise nécessite de nouer des relations avec des partenaires qui détiennent ces informations et connaissances, possèdent l'expertise technique ou détiennent des ressources financières pour soutenir la transformation numérique. Les questions suivantes seront donc examinées dans le cadre de ce sous-thème : (a) Quels mécanismes de coordination sont nécessaires pour soutenir la transformation numérique de l'Afrique ? (b) Quel type de partenariat peut-on tirer du Sommet pour soutenir l'élaboration d'un programme complet de renforcement des capacités de transformation numérique, et quel rôle chaque partie prenante/partenaire peut-il jouer dans le processus ? (c) Quelles actions immédiates devraient être prises par chaque groupe de parties prenantes pour soutenir la mise en œuvre du programme de numérisation de l'Afrique ?

Modérateur (7 mins)

Dr. Christiane Abou Lehaf ; Senior Manager, Coopération Internationale, Afreximbank

Intervenants (7 mins par intervenant)

- Mr. Adeyinka Adeyemi ; Conseiller principal, African Trade Policy Centre, CEA
- Mr. Chang Hao ; Directeur général adjoint, ICC-NDRC, China
- Mr. Sameh Hussein ; Reverse Linkage Section, Banque islamique de développement
- Dr. Arthur Minsat ; Chef d'unité pour l'Afrique et le Moyen-Orient et économiste principal, Centre de développement de l'OCDE
- Mme Anne Rita Ssemboga ; Chargée de Programme, Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique
- Dr. Tshapelayi Kabata ; Conseiller technique du Directeur Général, BADEA

Interactions avec les participants (11 mins)

14:10 à 15:10 (GMT+2) – Session des jeunes thinktankeurs (60 mins)

Cette session interactive est dirigée par de jeunes thinktankeurs à travers l'Afrique, pour partager des idées et discuter de propositions sur la façon dont les actions du présent peuvent nous équiper pour mieux répondre aux défis futurs. Il s'agit par exemple des nouveaux modes de travail, le développement de nouvelles aptitudes et compétences, et la mise en place des organisations pour qu'elles s'engagent avec de nouvelles parties prenantes et de nouveaux publics. La session explorera les problèmes fondamentaux sur lesquelles les think tanks du futur devront s'engager en ce qui concerne la transformation numérique et présentera des idées innovantes des participants sur la façon de renforcer la position des think tanks à la fois dans la région, le Sud global et plus largement les débats mondiaux.

Facilitatrice : Mme Andrea Baertl ; Coordinatrice, On Think Tanks

Intervenants :

- Mr. Regean Mugume ; Chercheur analyste, EPRC-Ouganda
- Mr. Bakang Ntshingane ; Chargé de programmes, Southern Voice
- Mme Jackline Kagume ; Chargée de programmes, IEA Keny

La session est co-organisée par OTT et Southern Voice.

15:10 à 15:30 (GMT+2) – Séance de clôture (20 mins)

Animatrices :

Mme Druscilla Mokosso Joki ; Editorialiste et Journaliste, CRTV
Mr. Vincent de Paul Atangana ; Grand Reporter, CRTV

Messages clé (communiqué) :

- Mme Grace Kaimila-Kanjo ; Directrice, Département des finances et de l'administration, ACBF

Allocution

- Dr. Ibrahim Assane Mayaki ; Directeur général, AUDA-NEPAD

Discours de clôture

- Prof Emmanuel Nnadozie ; Secrétaire exécutif, ACBF

Annexe 2. Liste des participants

No.	Pays	Prénom	Nom	Organisation	Position
1	Algérie	Chafik	Kellala	Ambassade d'Algérie à Addis-Abeba	Conseiller des Affaires Etrangères
2	Belgique	Beg	Asad	European External Action Service	Senior Expert
3	Belgique	Francis	Gabriella	European Commission	Policy Officer
4	Belgique	Rojers	Rolinde	European External Action Service	Trainee
5	Belgique	Rojers	Rolinde	European External Action Service	Trainee
6	Bénin	Adjovi	Servais	AfCoP	Président AG
7	Bénin	MORIBA DJIBRIL	Aliou	Consultant	Consultant indépendant
8	Bénin	Pedro	Ernest Com- lan	CoP-BENIN/PASCIb	Trésorier Général
9	Bénin	Atidegla	Aurélien	PASCIb / Dynamique OSCAF	Président
10	Bénin	Boko	Sylvain	The African Capacity Building Foun- dation	Consultant
11	Bénin	Aizonou	Bertin	MEF	DSPSSEL
12	Botswana	Moahi	Kgomotso	Botswana Open University	Deputy Vice Chancellor, Aca- demic Services
13	Botswana	Ntshingane	Bakang	Southern Voice	Programme Officer
14	Botswana	Paledi-Mok- ou	Pauline	The African Capacity Building Foun- dation	Member of the Executive Board
15	Brésil	Alves	Gabrielle	Plataforma CIPÓ	Junior Researcher
16	Burkina Faso	Kabre	Evence Eymard	Afcop_burkina	Président
17	Burkina Faso	DABIRE	Nab Léonard	RAME	Directeur des Opérations
18	Burkina Faso	Napon	Alima Paule Ariane	Université Thomas Sankara	Enseignant chercheur
19	Burundi	Siniremera	Valérie	Indépendant	Expert/Facilitateur AfCoP
20	Burundi	Nsabimana	Salomon	CURDES Université du Burundi	Vice Doyen
21	Burundi	Gahungu	Dieudonne	Ecole doctorale / Université du Burundi	
22	Burundi	Mbonigaba	Cyprien	Future Thinking s.a	International Results Coach
23	Burundi	Ngendaku- mana	Deo	IDEC	Directeur
24	Cameroun	Barnabe	OKOUDA	CAMERCAP-PARC	Executive Director
25	Cameroun	MAHAMAT ALLAMINE	ABDOULLAH ALHADJI	CAMERCAP-PARC	Expert IFEJ
26	Cameroun	Atangana	Vincent de Paul	CRTV	Animatrice
27	Cameroun	Asanga	Fri	Denis and Lenora Foretia Founda- tion	Chief Executive Officer
28	Cameroun	Mokosso Joki	Druscilla	Crtv	Editorialist
29	Chine	Jiao	Xueli	ICC-NDRC	Engineer
30	Chine	Wang	Yingsi	International Cooperation Center, National Development and Reform Commission, PRC	Deputy Division Director
31	Chine	Chang	Hao	International Cooperation Center National Development and Reform Commission (ICC-NDRC)	Deputy Director
32	Comores	Mondoha	Said	UCCIA	Advisor

33	Congo	Bazika	Jean-Christophe	CERAPE	Directeur Exécutif
34	Congo, République démocratique	Idumba	Victor	African Programme for the Economic and Social Development (PADES)	Executive Director
35	Côte d'Ivoire	Ogunleye	Eric	AfDB	Advisor to the Chief Economist/ Vice President
36	Côte d'Ivoire	Ahoure	Alban Alphonse Emmanuel	Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIREC (CAPEC)	Directeur
37	Côte d'Ivoire	Niamien	Kadjo	CoP Côte d'Ivoire	Président de la CoP Côte d'Ivoire
38	Côte d'Ivoire	Kouame	Nestor	IAPPSE	Expert en Planification et Suivi-Evaluation
39	Côte d'Ivoire	Traore	Idrissa	Afrop	Responsable plateforme UE-MOA
40	Côte d'Ivoire	ABBAS	Sanoussi	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	Directeur de l'Observatoire de l'Emploi et des Métiers
41	Djibouti	Abdoulkader	Mohamed	IED	Directeur
42	Equateur	Ordonez	Andrea	Southern Voice	Director
43	Egypte	Abou Lehaf	Christiane	Afeximbank	Senior Manager, International Cooperation
44	Egypte	Yousry	Sandra	African Export Import Bank	Group Support - Research and International Cooperation
45	Egypte	Coleman	Anthony	The African Export-Import Bank	Principal Research Economist/ Senior Manager
46	Eswatini	Dlamini	Thandeka	Business Eswatini	Senior Officer: Trade and Commerce
47	Eswatini	Sacolo	Thabo	Eswatini Economic Policy Analysis & Research Centre	Executive Director
48	Ethiopie	Nabatta	Habiba	Africa Capacity Building Foundation	Administrative Assistant - AUC liaison office
49	Ethiopie	Abdelsadick		African Union Commission	Legal officer
50	Ethiopie	Mbokazi	Sabelo	African Union Commission	Head: Labour, Employment & Migration
51	Ethiopie	Poukre-Kono	Fernand	Ambassade de la République Centrafricaine - Ethiopie	Ambassadeur
52	Ethiopie	Chicaia	Agostinho	African Union Commission	SPECIAL ASSISTANT TO THE COMMISSIONER
53	Ethiopie	Moach	Mesganu Arga	MOFA Ethiopia	Ambassador
54	Ethiopie	Uachisso	Cremilde	Mozambique Embassy	Third Secretary
55	Ethiopie	Nyamitwe	Ambassador Alain Aimé	The African Capacity Building Foundation	Special Advisor
56	Ethiopie	Alemu	Hailemichaelaile	African Union Commission	Clerk
57	Ethiopie	Monteiro	Samory Badona	African Union	Legal Drafter
58	Ethiopie	Richer	L	African Union	Director Information & Communication
59	Ethiopie	Matug	Salem	African Union	Political officer
60	Ethiopie	Jerome	Afeikhena	African Union	Special Advisor
61	Ethiopie	NIHOU	Abdelaziz	AFRICAN UNION	Advisor of the AUC Chairperson responsible for Economic and development matters

62	Ethiopie	Nanga	Agathe	African Union Commission	Administrative Officer
63	Ethiopie	Oitsile	Sethunyiwe	African Union Commission	Senior Policy Officer
64	Ethiopie	Embassy of China to the AU	AU Beijing Office-2	African Union Permanent Mission to China	Deputy Head of Mission
65	Ethiopie	Obama	Crisantos	Ambassade	Ambassadeur
66	Ethiopie	Batengue	Bankotine	Ambassade du Togo à Addis-Abeba	Chargé d'Affaires
67	Ethiopie	Immongault	Hermann	Ambassade Mission permanente à l'UA	Ambassadeur Représentant Permanent
68	Ethiopie	Copumi	Coutinho	Angola Embassy	Minister Counselor
69	Ethiopie	Dossina	Yeo	African Union Commission	Acting Director
70	Ethiopie	Cheuka	Tapiwa Ronald	African Union Commission	Trade Policy Officer
71	Ethiopie	Amazouz	Souhila	African Union Commission	Senior Program Officer
72	Ethiopie	Matata	Salvator	COMESA	Head of COMESA LO to AU
73	Ethiopie	Adeyemi	Adeyinka	ECA	Senior Adviser
74	Ethiopie	Embassy of the DRC - Ethiopia	DRC EM-BASSY	EMBASSY	DIPLOMAT
75	Ethiopie	Madagascar DPR	Madagascar	Embassy	DPR
76	Ethiopie	Ba	Aminata	Embassy of Mauritania	Second counselor
77	Ethiopie	Wamai	Michael	Embassy of Uganda	Counsellor
78	Ethiopie	Chimba	CHIMBA	GOVERNMENT	FIRST SECRETARY POLITICAL & CONSULAR AFFAIRS
79	Ethiopie	Ezra	Abay	ISSD	Director
80	Ethiopie	Mwambire	Benjamin Mwambire	Kenya Embassy Ethiopia	Counsellor
81	Ethiopie	Fafunwa	Tunde	Kitskoo	Senior Partner & Digital Advisor to UNECA
82	Ethiopie	Maraka	Monaphathi	Lesotho-Addis Embassy	Minister Counselor
83	Ethiopie	SALEM	Abdulsalam	Libyan Mission	1st Secretary at Libyan Mission to the AU
84	Ethiopie	Makaya	Xolisa	South African Embassy	Ambassador
85	Ethiopie	Nyemitwe	Alain Aime	The African Capacity Building Foundation	Special Advisor
86	Ethiopie	Nabatta	Habiba	The African Capacity Building Foundation	Administrative Assistant - AUC liaison office
87	Ethiopie	Teklu	Adisalem	Tigray	International Law & Diplomacy Expert
88	Ethiopie	MAWUENA	KOMI BOLA-NIGNI	TOGO EMBASSY	DEUXIEME CONSEILLER
89	Ethiopie	Embassy of Togo Ethiopia	Togo	Togo Embassy Ethiopia	Counselor
90	Ethiopie	Zambia Embassy - Ethiopia	Zambia	Zambia Embassy	Counsellor Economic
91	Ethiopie	Kabulubulu	Fabian	Zambian Embassy	Counselor-Health
92	France	HARELIMA-NA	Jean-Baptiste	AAPDI	Président
93	France	Niamien	kadjo	AfCoP Côte d'Ivoire	Président CoP Côte d'Ivoire
94	France	Saint Martin	Elisa	OECD	Policy Analyst

95	France	Mamoun	Tracy	Southern Voice	Digital Communications Officer
96	Gambia	Jagne	Mamour Malick	The African Capacity Building Foundation	Member of the Executive Board
97	Ghana	Kone	Bakary	The African Capacity Building Foundation	Director, RSPD
98	Ghana	Aidam	Shine	The African Capacity Building Foundation	Administrative Assistant
99	Ghana	Nyakpo	Eric	African Capacity Building Foundation	Protocol Assistant
100	Ghana	Onitiju	Ibukun	Nestle	Head of Digital
101	Ghana	Kane	Omaro	Nestle	CCPA
102	Ghana	Chukwuenyem	Chukwua-gozie	The African Capacity Building Foundation	Consultant
103	Ghana	Chukwua-gozie	Chukwuenyem	The African Capacity Building Foundation	Consultant
104	Ghana	Nyapko	Eric	The African Capacity Building Foundation	Protocol Assistant
105	Ghana	Antwi	Dickson	The African Capacity Building Foundation	Senior Program Officer
106	Great Britain	Ayeni	Victor	GOVERNANCE AND MANAGEMENT SERVICES INTERNATIONAL	DIRECTOR
107	Grande Bretagne	Onitiju	Ife	Ife Onitiju	IT
108	Grande Bretagne	Ramlugun	Jeewansing	Independent	Consultant/ Writer
109	Grande Bretagne	Rocca	Camilla	Mo Ibrahim Foundation	Head of Research
110	Grande Bretagne	Chandler	Ben	Mo Ibrahim Foundation	Researcher
111	Guinée Bissau	Tenem Camara	Samba	INEP	Diretor Geral
112	Italie	Plummer	Michael	SAIS Europe	Director and Professor
113	Kenya	Otieno	Olga	The African Capacity Building Foundation	Administrative Assistant
114	Kenya	Zeidy	Ibrahim	COMESA MONETARY INSTITUTE	Director
115	Kenya	Kagume	Jackline	Institute of Economic Affairs	Programme Officer
116	Kenya	Mbaya	Gemma	N/A	independent consultant
117	Kenya	Abwao	Kennedy	PANAPRESS	Head of Bureau
118	Kenya	Mwiranga	Joshua	PSCK	Deputy Director
119	Kenya	Muthama	Thomson	Security Research and Information Centre	Head of Research
120	Kenya	Ngugi	Rose	KIPPRA	Executive Director
121	Lesotho	Chefa	Lehlohonolo	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho	Executive Director
122	Lesotho	Nkareng	Letsie	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho	Programme director
123	Malawi	Negash	Ruth	COMFWB	CEO
124	Malawi	Munthali	Thomas	National Planning Commission	Director General
125	Malawi	Nagoli	Joseph	National Planning Commission	Director of Knowledge and Learning
126	Malawi	Kadzamira	Mariam	Youth Enterprise Services (YES) Malawi	Director
127	Mali	Nantchouang	Robert	Africa Culture Fund	Executive Director

128	Mali	GUEYE	Alioune	Réseau des Organisations Jeunesse Africaine Leader des Nations Unies pour les ODD (ROJALNU OOD AFRIQUE)	Secrétaire Général
129	Mali	Macalou	Boubacar	Groupe de Recherche Actions pour le Développement (GRAD)	Coordinateur de programmes
130	Mali	KONE	Mafing	Ministère	chef projet
131	Mali	GUEYE	Alioune	Réseau des Organisations Jeunesse Africaine Leader des Nations Unies pour les ODD (ROJALNU OOD AFRIQUE)	Secrétaire Général
132	Mali	Ballo	Issiaka	ULSHB	Professeur assistant de linguistique
133	Mauritanie	Ba	Oumoul	OKT-Consult	Directrice Exécutive
134	Mauritanie	Dieng	Atikatou	Alliance Citoyenne	Manager
135	Maurice	Ruhee	Devendra	Management Consultant	Member of Executive Council AfCoP
136	Maurice	Ruhee	Devendra	Management Consultant	Member of Executive Council AfCoP
137	Maurice	Rooma	Pillay Nar-rainen	Mauritius Chamber of Commerce and Industry	Manager - Trade Policy
138	Maroc	RACHID	Zakaria	Agence de Développement du Digital (ADD)	Chef du Service Accompagnement Recherche & Innovation
139	Maroc	Cherkaoui Rhazoini	Fatine	Policy Center for the New South	Junior Program Officer
140	Maroc	Bassi	Mohamed	Policy Center for the New South	Data Science Specialist
141	Maroc	Fathi	Zineb	Policy Center for the New South	Partnerships Officer
142	Maroc	Zarou	Soukaina	Ministère de la santé au Maroc	chargée du dossier UA
143	Maroc	El Alaoui	Safae	ADD	Head of Universel Digital Access Service
144	Maroc	RHALLABI	Yousseuf	ADD	Chef de Service
145	Maroc	Rachid	Zakaria	Agence de Développement du Digital (ADD)	Chef du Service Accompagnement Recherche & Innovation
146	Maroc	Fassi Fihri	Brahim	Institut Amadeus	Président Fondateur
147	Maroc	Moussa	Mohamed	Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration	Chef de division des systèmes d'information
148	Maroc	Najah	Redouan	PCNS	Research Assistant - IR
149	Maroc	Saoudi	Hamza	Policy Center for the New South	Economist
150	Maroc	Cherkaoui Rhazoini	Fatine	Policy Center for the New South	Junior Program Officer
151	Maroc	Hajouji	Nassim	Policy Center for the New South	Chargé de Mission auprès du Président exécutif
152	Maroc	Arbouch	Mahmoud	Policy Center for the New South	Economiste
153	Maroc	El Aynaoui	Karim	Policy Center for the New South	Président
154	Namibie	Amukugo	Elizabeth	University of Namibia	Associate Professor
155	Niger	Amadou Moumouni	Soumaila	Réseau des Organisations de Jeunesse Africaine Leaders des Nations Unies pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable	Président
156	Nigeria	Onyekwena	Chukwuka	Centre for the Study of the Economies of Africa	Executive Director
157	Nigeria	Olaniyi	Olumayowa	CLEEN Foundation	Research Officer
158	Nigeria	Abubakar	Zamiyat	Southern Voice	Engagement Officer
159	Nigeria	Onitiju	Ayo	Financial	Manager

160	Nigeria	Onitiju	Ezekiel	Fortress Radio and Studio	Social Media and Website Manager
161	Nigeria	Obadan	Mike	GOLDMARK EDUCATION ACADEMY	Professor and Chairman
162	Nigeria	Alo	Olufisayo	Good Governance Africa	Senior Researcher
163	Nigeria	Ehimuan	Juliet	Google	Director West Africa
164	Nigeria	Madu	Tessy	National Root Crops Research Institute Umudike	Director
165	Nigeria	Young	Enite	Sublime	Managing Partner
166	Nigeria	Aregbeyen	Omo	UNIVERSITY OF IBADAN, NIGERIA	Professor
167	Perou	Baertl	Andrea	On Think Tanks	Research and Learning Director
168	Rwanda	Malunda	Dickson	IPAR	Senior Researcher
169	Rwanda	Sahilu	Tekalign	The SDG Center for Africa	Senior Expert, Water Resources & Energy
170	Rwanda	Manyika	Dene	sdgc	ICT
171	République Arabe Démocratique Sahraoui	Baali	Lamine	Sahrawi Republic	Diplomat
172	Arabie Saoudite	Hussein	Sameh	Islamic Development Bank (IsDB)	Senior Coordinator of Technical Cooperation
173	Sénégal	Cisse	Sada	AfCoP	Secrétaire Exécutif
174	Sénégal	Diakhaté	Oumar	AfCoP	President
175	Sénégal	Ndiaye	Adama	Senegal embassy of Ethiopia	First Secretary
176	Sénégal	Diouf	Amacodou	Action Humaine pour le Développement Intégré au Sénégal (AHDIS)	Président du Conseil d'administration
177	Afrique du Sud	Annor	Jessica	AUDA-NEPAD	
178	Afrique du Sud	Kariuki	Paul	Democracy Development Program (DDP)	Executive Director
179	Afrique du Sud	Jakavula	Joyce	Sefako Makgatho Health Science University	Project Manager
180	Afrique du Sud	Mbete	Milisuthando	Southern African Liaison Office	Researcher
181	Afrique du Sud	Sibanda	Adeline	ADESIM Developments	Managing consultant
182	Afrique du Sud	Gopaul	Pamla	African Union Development Agency NEPAD	Senior Program Officer
183	Afrique du Sud	Olalekan Akinbo	Olalekan	AUDA NEPAD	Supervisor
184	Afrique du Sud	Annobe	Ernestina	AUDA- NEPAD	Partnerships Officer
185	Afrique du Sud	Nazare	Florence	AUDA-NEPAD	Head of Centers of Excellence Management & Coordination
186	Afrique du Sud	Mayaki	Ibrahim Assane	AUDA-NEPAD	Chief Executive Officer
187	Afrique du Sud	Kühlcke	Karen	Cenfri	Strategy, Growth and Impact Manager
188	Afrique du Sud	Mkandawire	Richard	MSU	Professor
189	Afrique du Sud	Nyuykonge	Charles	Peacebuilders Without Borders	Founder
190	Afrique du Sud	Turianskyi	Yarik	South African Institute of International Affairs	Deputy Programme Head: African Governance and Diplomacy

191	Afrique du Sud	Mashin-gaidze	Ian	The Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network (FANRPAN)	Associate
192	Afrique du Sud	Chisha	Zunda	University of Cape Town	Researcher
193	Soudan	Kabata	Tshepelayi	BADEA	Technical Advisor
194	Tanzanie	Nchimunya	Charity Hanene	AUABC	Executive Secretary
195	Tanzanie	Kabahuma	Sarah	COMESA	ICT Policy Expert
196	Tanzanie	Kalisa	John Bosco	East African Business Council	Executive Director
197	Tanzanie	Mushi	Desmond	ESRF	Researcher
198	Tanzanie	Minde	Isaac	Michigan State University	Professor
199	Tanzanie	Amri Law-son	Judica	Pan African Centre for Policy Studies	Chairperson
200	Togo	BADJO	Sim-Yassah	AFREA	Chief of Secretariat
201	Togo	GALE GNORON-FOUN	Koffi	CADERDT	Assistant en suivi-évaluation
202	Togo	GNASSING-BÉ ESSO-NAM	Odilia B.	CADERDT	Directeur Exécutif
203	Togo	KADJO	Esso-Essi-nam	CADERDT	Economiste
204	Togo	BAWA	Rachidatou	CoP GRD Togo	Sécrétaire Générale
205	Togo	Bocco	Bruno Agos-sou K.	Ministry of Foreign Affairs	Director of Legal Affairs and Litigation
206	Ouganda	Katungye	Rossette	African Union Commission	Advisor
207	Ouganda	Mugume	Regean	EPRC	Research Analyst
208	Ouganda	Mwesigwa	Alon	EPRC	CO
209	Ouganda	Patrick	John	GDC	Researcher
210	Ouganda	Tayebwa	Katureebe	Ministry of Foreign Affairs	Ambassador
211	Ouganda	Katureebe	Tayebwa	Ministry of Foreign Affairs	Ambassador
212	Ouganda	Wandera	Ibrahim	Office of the Prime Minister Uganda	Economist
213	Royaume Uni	Boateng	DANIEL	MoEn	Assistant Program officer
214	Royaume Uni	Mendizabal	Enrique	On Think Tanks	Director
215	Zimbabwe	Diawara	Barassou	The African Capacity Building Foundation	Senior knowledge management expert
216	Etats-Unis d'Amérique	Youssef	Tarek	African Union Mission	Senior political Officer
217	Etats-Unis d'Amérique	Thompson	LaSonya	LaSonya Thompson, Esq.	Attorney
218	Etats-Unis d'Amérique	Gy-imah-Brem-pong	Kwabena	National Science Foundation/USF	Professor & Program Director
219	Etats-Unis d'Amérique	Mutondo	Grand	The African Capacity Building Foundation	Information Management Assistant
220	Etats-Unis d'Amérique	Shaw	Tim	UMass Boston	Senior Fellow
221	Etats-Unis d'Amérique	Young	Enite		
222	Etats-Unis d'Amérique	Milanzi	Tony	Alliance for African Partnership	Assistant Director
223	Etats-Unis d'Amérique	Chinyama-kobvu	Taurai	Flocash	Executive Director

224	Etats-Unis d'Amérique	Sylla	Keba	Qcc/Cuny	Professor
225	Zambie	Ngwira	Nsangwa	Comesa	Team Leader
226	Zambie	SABITI	David	COMESA	Project Team Leader
227	Zambie	Msiska	Frederick	COMESA	Project Manager
228	Zambie	Kamwela	Mshuka	COMESA	EDF Programme Manager
229	Zambie	Mpunga	Joseph	COMESA	Senior Investment promotion expert
230	Zambie	Abdullahi	Mohamed	COMESA	Migration Statistics Officer
231	Zambie	TWIZEYE	Alice	COMESA Secretariat	Senior Trade Officer
232	Zambie	Uwera	Sandra	COMESA Business Council	Chief Executive Officer
233	Zambie	Bagumire	Ananias	COMESA	Programme Coordinator - COMESA-EAC-SADC Tripartite Capacity Building Programme - Phase II
234	Zambie	Chitundu	Leonard	COMESA	Telecommunication Officer
235	Zambie	Mutale	Joyce	COMESA	Procurement Expert
236	Zambie	Cheelo	Caesar	COMESA	Research Economist
237	Zambie	Hamusonde	Beatrice	COMESA	Director Gender and Social Affairs
238	Zambie	Sabiti	David	COMESA	Project Team Leader
239	Zambie	Mudenda	Demetria	COMESA	Transport Coordinator
240	Zambie	Kabahuma	Sarah	COMESA	ICT Policy Expert
241	Zambie	Redi	Mekia	COMESA	Senior Gender Mainstreaming Officer
242	Zambie	Kamwela	Mshuka	COMESA	EDF Programme Manager
243	Zambie	Mpunga	Joseph	COMESA	Investment Promotion Expert
244	Zambie	Ndayishimiye	Norbert	COMESA	Internal Auditor
245	Zambie	Nzima	Kabungo	COMESA	Finance Expert
246	Zambie	Chaitezvi	Charles	COMESA	Team Leader, Trade Facilitation Programme
247	Zambie	Pinifolo	Jonathan	COMESA Business Council	Project Manager-Digital Financial Inclusion
248	Zambie	Twizeye	Alice	COMESA Secretariat	Senior Trade Officer
249	Zambie	Bonongwe	Dalitso	Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA)	MASE Coordinator
250	Zambie	Fanjanirina	Jeromine Kompé	Common Market for Eastern and Southern Africa COMESA	Resource Mobilization and international Cooperation Officer
251	Zambie	Phiri	Diana	Government	Assistant Director
252	Zambie	Mapulanga	Euphrasia	Zambia Institute for Policy Analysis and Research	Knowledge Manager
253	Zambie	Mpuku	Herrick	Zambia Institute for Policy Analysis and Research	Executive Director
254	Zimbabwe	SITHOLE	Jonathan	The African Capacity Building Foundation	Senior Transport Assistant
255	Zimbabwe	Gadaga	Ebbah	The African Capacity Building Foundation	Senior Human Resources & Administration Officer
256	Zimbabwe	Muchenje	Yvette	AUC	Interpreter
257	Zimbabwe	Gundu	Yvonne	Ministry of Industry and Commerce	Communications and Advocacy D/Director
258	Zimbabwe	Kaimila-Kanjo	Grace	The African Capacity Building Foundation	Director, Finance and Administration

259	Zimbabwe	Mutyorauta	Margaret	The African Capacity Building Foundation	Administrative Assistant
260	Zimbabwe	ATINDEHOU	Roger	The African Capacity Building Foundation	Expert
261	Zimbabwe	Chimhini	Shupikai	The African Capacity Building Foundation	Legal Counsel
262	Zimbabwe	Richard	Taguma	The African Capacity Building Foundation	Transport Assistant
263	Zimbabwe	Kwashira	Gwadzisai	World Food Programme	Head of IT
264	Zimbabwe	Ankomah	Baffour	African Interest	Editor
265	Zimbabwe	Muchenje	Yvette	African Union Commission	Interpreter
266	Zimbabwe	Mansoor	Mahmood	COMESA Clearing House	Executive Secretary
267	Zimbabwe	Maringa	Causemore	Government	Chief Director
268	Zimbabwe	Ssemboga	Anne Rita	International Telecommunication Union	Program Officer
269	Zimbabwe	Mpaso	Elias	Malawi Embassy	Deputy Ambassador
270	Zimbabwe	Polepole	Mwayiwawo	Malawi Embassy - Zimbabwe	Ambassador
271	Zimbabwe	Kasekende	Louis	MEFMI	Executive Director
272	Zimbabwe	Nnadozie	Emmanuel	The African Capacity Building Foundation	Executive Secretary
273	Zimbabwe	Phiri	Elizabeth	The African Capacity Building Foundation	Procurement Assistant
274	Zimbabwe	Machona	Taurai	The African Capacity Building Foundation	Accounts Assistant
275	Zimbabwe	Limbepe	Susie	The African Capacity Building Foundation	Tobacco Control Expert
276	Zimbabwe	Pasipanodya	Barbra	The African Capacity Building Foundation	Travel & Administration Assistant
277	Zimbabwe	Bam-passy-Kadurira	Marie-Therese	The African Capacity Building Foundation	Executive Assistant
278	Zimbabwe	Mutondo	Grand	The African Capacity Building Foundation	Information Management Assistant
279	Zimbabwe	Kaimila-Kanjo	Grace	The African Capacity Building Foundation	Director, Finance and Administration
280	Zimbabwe	Diawara	Barassou	The African Capacity Building Foundation	Senior knowledge management expert
281	Zimbabwe	Kone	Bakary	The African Capacity Building Foundation	Director, RSPD
282	Zimbabwe	Edziwa	Betina	The African Capacity Building Foundation	Program Officer
283	Zimbabwe	Burawudi	Aku	The African Capacity Building Foundation	Board Secretariat Assistant
284	Zimbabwe	Chakonza	Tsitsi	The African Capacity Building Foundation	Communication Consultant
285	Zimbabwe	Mapfumo	Theodora	The African Capacity Building Foundation	Administrative Assistant
286	Zimbabwe	Mataranyika	Abigirl	The African Capacity Building Foundation	CSU
287	Zimbabwe	Yakobe	Patience	The African Capacity Building Foundation	Program Officer
288	Zimbabwe	Jambaya	Patience	The African Capacity Building Foundation	Accounts Assistant
289	Zimbabwe	Owuor	Moses Edwin	The African Capacity Building Foundation	Head Internal Audit

290	Zimbabwe	Yakobe	Patience	The African Capacity Building Foundation	Program Officer
291	Zimbabwe	Chingonzo	Senzeni	The African Capacity Building Foundation	Administrative Assistant
292	Zimbabwe	Muganhu	Patricia	The African Capacity Building Foundation	Administrative Assistant
293	Zimbabwe	Chigumira	Gibson	ZEPARU	Executive Director
294	Zimbabwe	Wadzingaire	AMANDLA	Zimbabwe Youth Champions for Agenda 2063	Youth Programmes Coordinator
295	Zimbabwe	Ndongera	Tanaka Admire	Zimbabwe Youth Champions for Agenda 2063	Executive Director
296	Zimbabwe	Kanhema	Tafadzwa	Zimbabwe Youth Champions for Agenda 2063	Treasurer
297	Zimbabwe	Tatsvareyi	Morgan	ZYCA 2063	Secretary General
298	Zimbabwe	Bakasa	David	ZYCA2063	Media Practitioner



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités

NOS BUREAUX

Harare, Zimbabwe (Siège)
Accra, Ghana (Bureau régional pour l'Afrique d l'Ouest et du Centre)
Nairobi, Kenya (Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et Australe)
Addis-Abeba, Éthiopie (Bureau de liaison de l'UA)

FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE

2, Fairbairn Drive
Mount Pleasant, Harare, Zimbabwe
Tél. : (+263-242) 304663, 332002
Cellulaire : +263 772 185 308 - 10
Courriel : root@acbf-pact.org

Site Web : <https://www.acbf-pact.org>

Bibliothèque virtuelle : <https://elibrary.acbfpact.org/>

Linked In : www.linkedin.com/company/africa-capacity-building-foundation

Twitter : https://twitter.com/ACBF_Official

Facebook : <https://www.facebook.com/ACBFOfficial/>

YouTube : <https://www.youtube.com/user/ACBFafricaisnow>

LES PARTENAIRES

